

Bilan et compte
de **résultat consolidés**

au 30.06.2010

Le Conseil de Surveillance du 27 juillet 2010 a autorisé la publication des comptes consolidés semestriels condensés de Safran et celle du compte de résultat ajusté pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010, arrêtés par le Directoire du 26 juillet 2010.

Sommaire

Préambule	3
Compte de résultat consolidé semestriel ajusté comparatif et information sectorielle	5
Comptes consolidés semestriels condensés du groupe Safran	10
Compte de résultat semestriel consolidé.....	11
Etat du résultat global consolidé	12
Bilan consolidé	13
Variation des capitaux propres consolidés.....	14
Tableau des flux de trésorerie consolidés	15
Notes annexes aux comptes consolidés semestriels condensés du groupe Safran	16
<i>Note 1 - Principes et méthodes comptables.....</i>	<i>17</i>
<i>Note 2 - Principales sources d'estimations</i>	<i>18</i>
<i>Note 3 - Changements de présentation.....</i>	<i>21</i>
<i>Note 4 - Evolution du périmètre</i>	<i>22</i>
<i>Note 5 - Information sectorielle</i>	<i>24</i>
<i>Note 6 - Détail des principales composantes du résultat opérationnel</i>	<i>26</i>
<i>Note 7 - Résultat financier.....</i>	<i>29</i>
<i>Note 8 - Impôt sur le résultat.....</i>	<i>29</i>
<i>Note 9 - Activités destinées à être cédées ou cédées.....</i>	<i>30</i>
<i>Note 10 - Résultat par action.....</i>	<i>31</i>
<i>Note 11 - Dividendes versés</i>	<i>31</i>
<i>Note 12 - Ecart d'acquisition.....</i>	<i>32</i>
<i>Note 13 - Immobilisations incorporelles</i>	<i>33</i>
<i>Note 14 - Immobilisations corporelles</i>	<i>34</i>
<i>Note 15 - Immobilisations financières courantes et non courantes.....</i>	<i>35</i>
<i>Note 16 – Participations comptabilisées par mise en équivalence.....</i>	<i>36</i>
<i>Note 17 - Trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	<i>37</i>
<i>Note 18 - Synthèse des actifs financiers</i>	<i>37</i>
<i>Note 19 - Capitaux propres consolidés</i>	<i>38</i>
<i>Note 20 - Provisions pour risques et charges.....</i>	<i>40</i>
<i>Note 21 - Dettes soumises à des conditions particulières</i>	<i>41</i>
<i>Note 22 - Passifs portant intérêts</i>	<i>41</i>
<i>Note 23 - Parties liées</i>	<i>42</i>
<i>Note 24 - Tableau des flux de trésorerie consolidés.....</i>	<i>43</i>
<i>Note 25 - Gestion des risques de marché et instruments financiers dérivés.....</i>	<i>44</i>
<i>Note 26 - Engagements hors bilan</i>	<i>47</i>
<i>Note 27 - Litiges</i>	<i>48</i>
<i>Note 28 - Evénements postérieurs à la date de clôture</i>	<i>49</i>

Préambule

Pour refléter les performances économiques réelles du Groupe et permettre leur suivi et leur comparabilité avec celles de ses concurrents, SAFRAN établit, en parallèle de ses comptes consolidés semestriels condensés, un compte de résultat ajusté.

Il est rappelé que le Groupe SAFRAN :

- résulte de la fusion au 11 mai 2005 des groupes Sagem et Snecma ; celle-ci a été traitée conformément à la norme IFRS 3 « Regroupement d'entreprises » dans ses comptes consolidés,
- inscrit, depuis le 1^{er} juillet 2005, toutes les variations de juste valeur des instruments dérivés de change en résultat financier, dans le cadre des prescriptions de la norme IAS 39 applicables aux opérations qui ne sont pas qualifiées en comptabilité de couverture (cf. principes et méthodes comptables du document de référence 2009 § 3.1 note 1.f).

En conséquence, le compte de résultat consolidé semestriel du Groupe SAFRAN est ajusté des incidences :

- de l'allocation du prix d'acquisition réalisée dans le cadre de regroupements d'entreprises significatifs. Ce retraitement concerne depuis 2005 les dotations aux amortissements des actifs incorporels liés aux programmes aéronautiques, réévalués lors de la fusion Sagem/Snecma. A compter de la publication des comptes semestriels 2010, le Groupe a décidé de retraiter les effets des écritures relatives à l'allocation du prix d'acquisition de tous les regroupements d'entreprises significatifs (et pas uniquement ceux liés à la fusion Sagem/Snecma), notamment les dotations aux amortissements des actifs incorporels, reconnus lors de l'acquisition, avec des durées d'amortissement longues, justifiées par la durée des cycles économiques des activités sur lesquelles opère le Groupe ;
- de la valorisation des instruments dérivés de change afin de rétablir la substance économique réelle de la stratégie globale de couverture du risque de change du Groupe :
 - ainsi le chiffre d'affaires net des achats en devises est valorisé au cours de change effectivement obtenu sur la période, intégrant le coût de mise en œuvre de la stratégie de couverture, et
 - la reconnaissance de la totalité des variations de juste valeur des instruments dérivés de change non dénoués à la clôture de l'exercice est neutralisée, y compris la partie dite « inefficace » depuis la publication des comptes annuels 2009, compte tenu de la part d'instruments optionnels mis en place, des actions d'optimisation initiées sur le portefeuille d'instruments de couverture et de la volatilité des paramètres de marché, servant à leur valorisation à la juste valeur.

TABLE DE PASSAGE DU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU COMPTE DE RESULTAT AJUSTE

L'incidence de ces ajustements sur les agrégats du compte de résultat est présentée ci-dessous :

	Données consolidées 30.06.2010	Couverture de change		Regroupements d'entreprises		Données ajustées 30.06.2010
		Revalorisation du chiffre d'affaires (1)	Différés des résultats sur couvertures (2)	Amortissements incorporels fusion Sagem-Snecma (3)	Effet des autres regroupements d'entreprises (4)	
<i>(en millions d'euros)</i>						
Chiffre d'affaires	5 367	(170)				5 197
Autres produits et charges opérationnels courants	(4 817)	2	(56)	79	23	(4 769)
Résultat opérationnel courant	550	(168)	(56)	79	23	428
Autres produits et charges opérationnels non courants	-	-	-	-	-	-
Résultat opérationnel	550	(168)	(56)	79	23	428
Coût de la dette	(20)	-	-	-	-	(20)
Résultat financier lié au change	(1 987)	168	1 781	-	-	(38)
Autres produits et charges financiers	(78)	-	-	-	-	(78)
Résultat financier	(2 085)	168	1 781	-	-	(136)
Quote part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	7	-	-	-	-	7
Produit (charge) d'impôts	559	-	(594)	(27)	(8)	(70)
Résultat net des activités poursuivies	(969)	-	1 131	52	15	229
Résultat des activités destinées à être cédées	-	-	-	-	-	-
Résultat attribuable aux intérêts minoritaires	(4)	3	(2)	(1)	(2)	(6)
Résultat net part du Groupe	(973)	3	1 129	51	13	223

- (1) Revalorisation (par devise) du chiffre d'affaires net des achats en devises au cours couvert (incluant les primes sur options dénouées), par reclassement des variations de valeur des couvertures affectées aux flux de la période.
- (2) Variations de valeur des couvertures afférentes aux flux des périodes futures (1 781 M€ hors impôts différés) jusqu'au dénouement et effet de la prise en compte des couvertures dans l'évaluation des provisions pour pertes à terminaison pour (56) M€
- (3) Annulation des amortissements/dépréciations des actifs incorporels liés à la revalorisation des programmes aéronautiques issue de l'application de la norme IFRS 3 à l'opération de fusion Sagem/Snecma.
- (4) Annulation des amortissements des actifs incorporels identifiés lors des acquisitions récentes réalisées dans le domaine de la Sécurité (Sagem Identification, MorphoTrak, MorphoDetection)

Il est rappelé que seuls les comptes consolidés semestriels font l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes, y compris les agrégats chiffre d'affaires et résultat opérationnel fournis en données ajustées dans la note 5 "Information sectorielle".

Les données financières ajustées, autres que celles fournies dans la note 5 "Information sectorielle", font l'objet de travaux de vérification au titre de la lecture d'ensemble des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

**Compte de résultat consolidé
semestriel ajusté comparatif
et information sectorielle**

Compte de résultat consolidé semestriel ajusté

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Note</i>	30.06.2009 ^{(1) (2)} données ajustées	30.06.2010 données ajustées
Chiffre d'affaires	5	5 149	5 197
Autres produits	6	85	88
Produits des activités ordinaires		5 234	5 285
Production stockée		57	16
Production immobilisée		105	112
Consommations de l'exercice		(3 028)	(3 001)
Frais de personnel	6	(1 668)	(1 786)
Impôts et taxes		(118)	(106)
Dotations nettes aux amort. & aux provisions pour risques et charges		(172)	(109)
Dépréciation d'actifs		(62)	3
Autres produits et charges opérationnels courants	6	(1)	14
Résultat opérationnel courant		347	428
Autres produits et charges opérationnels non courants	6	(6)	-
Résultat opérationnel		341	428
Coût de la dette nette	7	(16)	(20)
Résultat financier lié au change		8	(38)
Autres produits et charges financiers	7	(75)	(78)
Résultat financier		(83)	(136)
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	16	7	7
Résultat avant impôt		265	299
Charge d'impôts		(59)	(70)
Résultat net des activités poursuivies		206	229
Résultat des activités destinées à être cédées	9	6	-
Résultat de la période		212	229
Attribuable :			
aux propriétaires de la société mère		207	223
intérêts minoritaires (participations ne donnant pas le contrôle)		5	6
Résultat net par action attribuable aux propriétaires de la société mère (en euros)			
Résultat par action de base : bénéfice / (perte)		0,52	0,56
Résultat par action dilué : bénéfice / (perte)		0,52	0,55
Résultat net par action des activités poursuivies attribuable aux propriétaires de la société mère (en euros)			
Résultat par action de base : bénéfice / (perte)		0,50	0,56
Résultat par action dilué : bénéfice / (perte)		0,50	0,55
Résultat net par action des activités destinées à être cédées attribuable aux propriétaires de la société mère (en euros)			
Résultat par action de base : bénéfice / (perte)		0,02	0,00
Résultat par action dilué : bénéfice / (perte)		0,02	0,00

(1) Le compte de résultat consolidé ajusté au 30 juin 2009 a été retraité en raison de changements de présentation réalisés pour la première fois au 31 décembre 2009.

La composante financière des avantages au personnel provisionnés (10 M€ au 30 juin 2009), présentée en résultat opérationnel dans les données ajustées publiées au 30 juin 2009 est reclassée en résultat financier depuis le 31 décembre 2009 inclus. Les données ajustées au 30 juin 2009 présentées ci-dessus ont été retraitées en conséquence (cf. note 3).

Les produits et charges opérationnels qualifiés de non courants sont, à compter du 31 décembre 2009 inclus, présentés distinctement dans l'agrégat "autres produits et charges opérationnels non courants" (cf. note 3 et note 6).

Comme exposé en préambule, à compter du 31 décembre 2009 inclus, la partie inefficace des instruments de couverture de change non dénoués, enregistrée en résultat financier dans les comptes consolidés, est neutralisée dans le compte de résultat ajusté. Ce retraitement a conduit, dans les données ajustées au 30 juin 2009 présentées ci-dessus, à neutraliser 121 millions d'euros de variation de juste valeur positive dans le résultat financier lié au change et à neutraliser la charge d'impôt différée afférente de 42 millions d'euros. Ce changement n'a pas eu d'impact sur le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel ajusté du premier semestre 2009.

(2) Comme exposé dans le préambule, à compter de la publication des comptes semestriels 2010, les effets des écritures relatives à l'allocation du prix d'acquisition de tous les regroupements d'entreprises significatifs (et pas uniquement ceux liés à la fusion Sagem/Snecma) sont neutralisés. Ce retraitement a conduit dans les comptes ajustés au 30 juin 2009 présentés ci-dessus, à neutraliser 7 millions d'euros de charges d'amortissement d'actifs incorporels dans le résultat opérationnel et 2 millions de produit d'impôt différé afférent.

Information sectorielle

Les secteurs opérationnels et les agrégats présentés sont définis en note 5

Au 30 juin 2010

<i>(en millions d'euros)</i>	Propulsion Aéronautique et Spatiale	Equipements Aéronautiques	Défense	Sécurité	Total secteurs opérationnels	Holding & Autres	Total en données ajustées	Couverture de change	Amortissements des actifs incorporels	Total en données consolidées
Chiffre d'affaires	2 763	1 374	558	479	5 174	23	5 197	170		5 367
Résultat opérationnel courant	311	68	28	61	468	(40)	428	224	(102)	550
Autres produits et charges opérationnels non courants										
Résultat opérationnel	311	68	28	61	468	(40)	428	224	(102)	550
Cash flow libre	168	38	(151)	5	60	128	188			188

Au 30 juin 2009

<i>(en millions d'euros)</i>	Propulsion Aéronautique et Spatiale	Equipements Aéronautiques	Défense	Sécurité	Total secteurs opérationnels	Holding & Autres	Total en données ajustées	Couverture de change	Amortissements des actifs incorporels (2)	Total en données consolidées
Chiffre d'affaires	2 769	1 413	511	434	5 127	22	5 149	146		5 295
Résultat opérationnel courant (1)	271	47	19	40 (2)	377	(30)	347	143	(86)	404
Autres produits et charges opérationnels non courants	(6)				(6)		(6)			(6)
Résultat opérationnel (1)	265	47	19	40	371	(30)	341	143	(86)	398
Cash flow libre	184	(124)	19	(30)	49	115	164			164

(1) Le résultat opérationnel 2009 a été retraité des changements de présentation présentés en note 3.

(2) Comme exposé dans le préambule, à compter de la publication des comptes semestriels 2010, les effets des écritures relatives à l'allocation du prix d'acquisition de tous les regroupements d'entreprises significatifs (et pas uniquement ceux liés à la fusion Sagem/Snecma) sont neutralisés. Ce retraitement a conduit dans les comptes ajustés au 30 juin 2009 présentés ci-dessus, à neutraliser 7 millions d'euros de charges d'amortissement d'actifs incorporels dans le résultat opérationnel.

Chiffre d'affaires en données ajustées

(en millions d'euros)	30.06.2009	30.06.2010
<i>Propulsion Aéronautique et Spatiale</i>		
Première monte	1 044	1 145
Produits et services associés à la première monte	184	129
Maintenance, réparations, révision	561	565
Rechanges, pièces détachées	741	715
Locations d'équipements et échanges	58	73
Ventes d'études de recherche et technologie	17	22
Ventes d'études de développement et soutien	78	80
Autres	86	34
sous total	2 769	2 763
<i>Equipements Aéronautiques</i>		
Première monte	774	739
Produits et services associés à la première monte	129	94
Maintenance, réparations, révision	191	219
Rechanges, pièces détachées	246	222
Locations d'équipements et échanges	5	7
Ventes d'études de recherche et technologie	1	2
Ventes d'études de développement et soutien	25	36
Autres	42	55
sous total	1 413	1 374
<i>Défense</i>		
Vente d'équipements	277	296
Produits et services associés à la vente d'équipements	1	3
Maintenance, réparations, révision	26	29
Rechanges, pièces détachées	69	78
Locations d'équipements et échanges	1	-
Ventes d'études de recherche et technologie	-	1
Ventes d'études de développement et soutien	122	129
Autres	15	22
sous total	511	558
<i>Sécurité</i>		
Vente d'équipements	341	328
Produits et services associés à la vente d'équipements	4	-
Maintenance, réparations, révision	69	138
Ventes d'études de recherche et technologie	-	2
Ventes d'études de développement et soutien	13	2
Autres	7	9
sous total	434	479
<i> Holding et divers</i>		
Vente d'équipements	13	13
Autres	9	10
sous total	22	23
Total	5 149	5 197

Information par zone géographique en données ajustées

Au 30 juin 2010

<i>(en millions d'euros)</i>	France	Europe	Amérique du Nord	Asie	Reste du monde	Total
Chiffre d'affaires par destination	1 529	1 338	1 403	585	342	5 197
en %	29%	26%	27%	11%	7%	

Au 30 juin 2009

<i>(en millions d'euros)</i>	France	Europe	Amérique du Nord	Asie	Reste du monde	Total
Chiffre d'affaires par destination	1 403	1 504	1 299	495	448	5 149
en %	27%	29%	25%	10%	9%	

Aucun client ne représente individuellement plus de 10 % du chiffre d'affaires du Groupe en 2010 et 2009.

**Comptes consolidés
semestriels condensés
du groupe Safran**

Compte de résultat semestriel consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Note</i>	30.06.2009(1)	30.06.2010
Chiffre d'affaires	<i>5 et 6</i>	5 295	5 367
Autres produits	<i>6</i>	85	88
Produits des activités ordinaires		5 380	5 455
Production stockée		57	15
Production immobilisée		105	112
Consommations de l'exercice	<i>6</i>	(3 034)	(3 003)
Frais de personnel	<i>6</i>	(1 668)	(1 786)
Impôts et taxes		(118)	(106)
Dotations nettes aux amort. & aux provisions pour risques et charges	<i>6</i>	(260)	(163)
Dépréciation d'actifs	<i>6</i>	(57)	12
Autres produits et charges opérationnels courant	<i>6</i>	(1)	14
Résultat opérationnel courant	<i>5 et 6</i>	404	550
Autres produits et charges opérationnels non courants	<i>6</i>	(6)	-
Résultat opérationnel	<i>5 et 6</i>	398	550
Coût de la dette nette		(16)	(20)
Résultat financier lié au change		299	(1 987)
Autres charges et produits financiers		(75)	(78)
Résultat financier	<i>7</i>	208	(2 085)
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	<i>16</i>	7	7
Résultat avant impôt		613	(1 528)
Produit (charge) d'impôts	<i>8</i>	(179)	559
Résultat net des activités poursuivies		434	(969)
Résultat des activités destinées à être cédées	<i>9</i>	6	-
Résultat de la période		440	(969)
Attribuable :			
aux propriétaires de la société mère		434	(973)
aux intérêts minoritaires (participations ne donnant pas le contrôle)		6	4
Résultat net par action attribuable aux propriétaires de la société mère (en euros)	<i>10</i>		
Résultat par action de base : bénéfice / (perte)		1,09	(2,44)
Résultat par action dilué : bénéfice / (perte)		1,09	(2,44)
Résultat net par action des activités poursuivie attribuable aux propriétaires de la société mère (en euros)	<i>10</i>		
Résultat par action de base : bénéfice / (perte)		1,07	(2,44)
Résultat par action dilué : bénéfice / (perte)		1,07	(2,44)
Résultat net par action des activités destinées à être cédées attribuable aux propriétaires de la société mère (en euros)	<i>10</i>		
Résultat par action de base : bénéfice / (perte)		0,02	0,00
Résultat par action dilué : bénéfice / (perte)		0,02	0,00

(1) Le compte de résultat consolidé au 30 juin 2009 a été retraité en raison de changements de présentation réalisés pour la première fois au 31 décembre 2009.

La composante financière des avantages au personnel provisionnés (10 M€ au 30 juin 2009), présentée en résultat opérationnel dans le compte de résultat consolidé publié au 30 juin 2009 est reclassée en résultat financier depuis le 31 décembre 2009 inclus. Ainsi le compte de résultat consolidé au 30 juin 2009 présenté ci-dessus a été retraité en conséquence (cf. note 3).

Les produits et charges opérationnels qualifiés de non courants sont, à compter du 31 décembre 2009 inclus, présentés distinctement dans l'agrégat "autres produits et charges opérationnels non courants" (cf. note 3 et note 6).

Etat du résultat global consolidé

	30.06.2009	30.06.2010
Résultat net de la période	440	(969)
Autres éléments de résultat global		
Actifs financiers disponibles à la vente	18	4
<i>Pertes et gains latents comptabilisés en autres éléments du résultat global</i>	4	4
<i>Reclassement en résultat net de la période suite à une dépréciation</i>	14	-
Différences de conversion	14	177
<i>Pertes et gains de change latents comptabilisés en autres éléments du résultat global</i>	14	177
Impôt sur les autres éléments du résultat global		
Total des autres éléments du résultat global	32	181
<i>Dont transféré dans le résultat net de la période</i>	14	-
Total du résultat global pour la période	472	(788)
Attribuable:		
- aux propriétaires de la société mère	465	(797)
- aux intérêts minoritaires (participations ne donnant pas le contrôle)	7	9

Au 30 juin 2010, les différences de conversion incluent un montant de 80 millions d'euros de différences de change portant sur des actifs monétaires à long terme détenus par une entité du Groupe sur une filiale étrangère. Ces actifs sont considérés comme un investissement net à l'étranger et traités en application des dispositions prévues, à ce titre, par IAS21.

Bilan consolidé

ACTIF			
<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Note</i>	31.12.2009	30.06.2010
Ecarts d'acquisition	12	2 126	2 243
Immobilisations incorporelles	13	3 217	3 205
Immobilisations corporelles	14	2 201	2 296
Immobilisations financières non courantes	15	220	204
Participations comptabilisées par mise en équivalence	16	238	237
Impôts différés actifs		263	421
Autres actifs non courants		1	1
Actifs non courants		8 266	8 607
Immobilisations financières courantes	15	75	98
Juste valeur des instruments financiers et dérivés		63	21
Stocks et en cours de production		3 382	3 546
Créances clients et autres débiteurs		4 158	4 506
Actifs d'impôts		145	45
Autres actifs courants		-	1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17	2 080	1 416
Actifs courants		9 903	9 633
Actifs destinés à être cédés		-	-
Total actif		18 169	18 240

PASSIF			
<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Note</i>	31.12.2009	30.06.2010
Capital émis		83	83
Réserves	19.c	3 619	4 293
Gains nets latents sur actifs financiers disponibles à la vente		10	14
Résultat de l'exercice		641	(973)
Capital émis et réserves attribuables aux propriétaires de la société mère		4 353	3 417
Intérêts minoritaires (participations ne donnant pas le contrôle)		148	151
Capitaux propres		4 501	3 568
Provisions	20	1 315	1 244
Dettes soumises à des conditions particulières	21	696	708
Passifs non courants portant intérêt	22	1 208	1 226
Impôts différés passifs		833	394
Autres passifs non courants		208	198
Passifs non courants		4 260	3 770
Provisions	20	1 039	1 100
Passifs courants portant intérêt	22	1 367	784
Fournisseurs et autres créditeurs		6 936	7 130
Passifs d'impôts		53	72
Juste valeur des instruments financiers et dérivés		13	1 816
Autres passifs courants		-	-
Passifs courants		9 408	10 902
Passifs destinés à être cédés		-	-
Total passif		18 169	18 240

Variation des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)

	Capital émis	Primes d'émission	Titres d'auto contrôle	Actifs financiers disponibles à la vente	Ecarts de conversion	Réserves	Résultat net	Autres	Capital émis et réserves attribuables aux propriétaires de la société mère	Intérêts minoritaires (participations ne donnant pas le contrôle)	Total
Au 1er janvier 2010	83	3 360	(247)	10	(64)	558	641	12	4 353	148	4 501
Résultat global de la période				4	172		(973)		(797)	9	(788)
Acquisitions nettes de titres d'autocontrôle			(1)						(1)		(1)
Dividendes						(152)			(152)	(6)	(158)
Autres variations						641	(641)	14	14		14
Au 30 juin 2010	83	3 360	(248)	14	108	1 047	(973)	26	3 417	151	3 568

(en millions d'euros)

	Capital émis	Primes d'émission	Titres d'auto contrôle	Actifs financiers disponibles à la vente	Ecarts de conversion	Réserves	Résultat net	Autres	Capital émis et réserves attribuables aux propriétaires de la société mère	Intérêts minoritaires (participations ne donnant pas le contrôle)	Total
Au 1er janvier 2009	83	3 360	(252)	(15)	(69)	831	(205)	-	3 733	141	3 874
Résultat global de la période				18	13		434		465	7	472
Acquisitions nettes de titres d'autocontrôle			1						1		1
Dividendes						(68)			(68)	(5)	(73)
Autres variations						(205)	205	5	5		5
Au 30 juin 2009	83	3 360	(251)	3	(56)	558	434	5	4 136	143	4 279

Tableau des flux de trésorerie consolidés

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2009	30.06.2010
I. Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles		
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère	434	(973)
Impôts exigibles	29	23
Impôts différés	141	(582)
Résultat consolidé global avant impôts	604	(1 532)
Impôts payés	60	46
Quote part de résultat des sociétés mises en équivalence (net des dividendes reçus)	(3)	(7)
Produits et charges sans incidence sur la trésorerie		
Amortissements	272	302
Dépréciations	99	(2)
Provisions	8	(43)
Juste valeur des instruments financiers et dérivés	(408)	1 781
Charges liées à l'attribution gratuite d'actions	3	6
Résultat de change	(3)	10
Résultat de cession d'éléments d'actifs immobilisés	9	(10)
Subventions d'investissement reprises au compte de résultat	(1)	(2)
Intérêts courus	(1)	2
Autres éléments	(21)	18
Résultat avant impôts payés des activités destinées à être cédées	4	-
Résultat-part des intérêts minoritaires	6	4
Produits et charges n'ayant pas entraîné de flux de trésorerie	(33)	2 066
Flux de trésorerie opérationnels avant variation du besoin en fonds de roulement	628	573
Variation nette des stocks et en-cours de production	(62)	(14)
Variation nette des dettes et créances d'exploitation	(194)	(122)
Variation nette des autres débiteurs et créditeurs	10	5
Variation du besoin en fonds de roulement des activités destinées à être cédées en relation avec le Groupe	25	-
Variation du besoin en fonds de roulement	(221)	(131)
TOTAL I	407	442
II. Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement		
Décassements nets sur immobilisations incorporelles	(111)	(132)
Décassements nets sur immobilisations corporelles	(132)	(122)
Encaissements / décaissements nets sur cessions / acquisitions de titres	(136)	8
Encaissements / décaissements nets sur immobilisations financières	(38)	(31)
Flux de trésorerie provenant des activités destinées à être cédées en relation avec le Groupe	1	-
TOTAL II	(416)	(277)
III. Flux de trésorerie provenant des activités de financement		
Variation de capital	-	-
Acquisitions ou cessions d'actions d'autocontrôle	-	(1)
Remboursement d'emprunts	(51)	(91)
Remboursement d'avances remboursables	(25)	(16)
Nouveaux emprunts	80	1
Avances remboursables reçues	68	2
Variation des financements court terme	(1)	(583)
Flux de trésorerie provenant des activités destinées à être cédées en relation avec le Groupe	(47)	13
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(68)	(152)
Dividendes versés aux minoritaires	(5)	(6)
TOTAL III	(49)	(833)
Flux de trésorerie opérationnels liés aux activités destinées à être cédées	TOTAL IV	(12)
Flux de trésorerie d'investissement liés aux activités destinées à être cédées	TOTAL V	-
Flux de trésorerie de financement liés aux activités destinées à être cédées	TOTAL VI	-
Incidence des variations de taux de change	TOTAL VII	16
Augmentation/(diminution) nette de trésorerie et équivalents de trésorerie	I+II+III+IV+V+VI+VII	(664)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	919	2 080
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	887	1 416
Variation de trésorerie (A)	(32)	(664)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture des activités et actifs destinés à être cédés (B)	2	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture des activités et actifs destinés à être cédés (C)	11	-
Augmentation/(diminution) nette de trésorerie et équivalents de trésorerie (D) = (A) + (B) - (C)	(41)	(664)
Dont variation de trésorerie des activités poursuivies	(32)	(663)
Dont variation de trésorerie des activités destinées à être cédées	(9)	(1)
Dont variation de trésorerie des actifs destinés à être cédés	-	-

**Notes annexes aux comptes consolidés
semestriels condensés du groupe Safran**

Safran S.A. (2, Bd du Général Martial Valin - 75724 Paris cedex 15) est une société anonyme immatriculée en France, et est cotée en continu sur le compartiment A du marché Eurolist d'Euronext Paris.

Les comptes consolidés semestriels condensés reflètent la situation comptable de Safran S.A. et de ses filiales contrôlées, directement ou indirectement, exclusivement ou conjointement, ou sur lesquelles est exercée une influence notable (le « Groupe »).

Les comptes consolidés semestriels condensés et les notes annexes sont établis en euros et toutes les valeurs sont arrondies au million près sauf mention expresse.

Le Conseil de Surveillance du 27 juillet 2010 a autorisé la publication des comptes consolidés semestriels condensés 2010, arrêtés par le Directoire du 26 juillet 2010.

Note 1 - Principes et méthodes comptables

Les comptes consolidés de Safran et ses filiales sont établis selon les normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards), telles qu'adoptées par l'Union Européenne (disponibles à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm) à la date d'arrêté des comptes consolidés par le Directoire. Elles comprennent les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board ("IASB") c'est à dire, les IFRS, les International Accounting Standards ("IAS") et les interprétations émises par l'International Financial Reporting Interpretation Committee ("IFRIC") ou l'organisme qui l'a précédé le Standing Interpretation Committee ("SIC").

Les comptes consolidés condensés au 30 juin 2010 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 «Information financière intermédiaire» et avec toutes les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2010.

Pour l'établissement des comptes consolidés condensés au 30 juin 2010, le groupe Safran a appliqué les mêmes principes et méthodes comptables que dans ses comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009 (Cf § 3.1.2 Note 1 du Document de référence 2009), à l'exception des changements suivants :

Nouvelles normes appliquées au 1^{er} janvier 2010 :

- ◆ **Versions révisées d'IFRS 3 «Regroupements d'entreprises» et IAS 27 « Etats financiers consolidés et individuels ».**

Les normes IFRS 3 et IAS 27 révisées ont été publiées par l'IASB en janvier 2008 et sont d'application obligatoire à compter des exercices ouverts au 1^{er} juillet 2009, soit à compter du 1^{er} janvier 2010 pour le groupe Safran.

Elles sont d'application prospective et sont donc sans incidence sur les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1^{er} janvier 2010.

Les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1^{er} janvier 2010 ont été comptabilisés selon les principes décrits dans la Note 1c « Regroupements d'entreprises » de l'annexe aux états financiers consolidés 2009 (cf Document de Référence 2009 (§ 3.1.2)).

Suite à la révision de la norme IFRS 3, les actifs identifiables acquis et passifs repris sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition et, le cas échéant, la participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise est évaluée soit à la juste valeur, soit à la quote-part dans l'actif net identifiable de l'entité acquise. Cette option est disponible au cas par cas pour chaque opération de regroupement d'entreprises.

Les autres principales modifications introduites par la révision de la norme IFRS 3 pourront avoir un impact significatif pour le Groupe dans la mesure notamment où :

- du fait d'un élargissement du champ d'application, un plus grand nombre d'opérations est susceptible d'entrer dans le périmètre de cette norme ;
- les coûts directs liés à l'acquisition (frais de transaction) sont constatés en charges de la période ;
- les actifs identifiables et les passifs repris sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition et les changements de juste valeur seront dans le futur constatés en résultat au delà du délai d'affectation.

- les ajustements de prix éventuels du regroupement d'entreprises sont valorisés à la juste valeur à la date d'acquisition même s'il n'est pas probable qu'une sortie de ressources soit nécessaire pour éteindre l'obligation. Après la date d'acquisition, l'ajustement de prix est évalué à sa juste valeur à chaque arrêté des comptes. Au-delà d'une période d'un an à compter de la date d'acquisition, tout changement ultérieur de cette juste valeur sera constaté en résultat si l'ajustement de prix est un passif financier.
- à la date d'acquisition, le goodwill déterminé à l'occasion de chaque regroupement d'entreprises pourra être évalué soit sur la base de la quote-part acquise, soit sur la base de la valeur globale de l'entreprise.

La norme IAS 27 révisée prévoit que toute modification du taux de détention d'une entité sans perte ou gain de contrôle, soit constatée en capitaux propres attribuables aux propriétaires de la maison mère du Groupe. Il en sera ainsi des acquisitions complémentaires de titres quand bien même la prise de contrôle exclusif serait intervenue lors d'une précédente acquisition de titres ou des cessions de titres sans perte de contrôle exclusif.

La cession des titres entraînant une perte de contrôle exclusif sera quant à elle constatée en résultat et le résultat de cession sera calculé sur la totalité de la participation à la date de l'opération. Toute participation résiduelle conservée sera évaluée à sa juste valeur par le compte de résultat au moment de la perte de contrôle exclusif.

En l'absence de regroupement d'entreprises intervenu sur le premier semestre 2010, les révisions de ces normes n'ont pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés condensés au 30 juin 2010.

◆ **Autres révisions de normes et interprétations publiées et approuvées :**

Les nouvelles normes et interprétations applicables à compter du 1er janvier 2010 ainsi que les améliorations des IFRS émises en avril 2009, listées ci-dessous, n'ont pas eu d'incidence sur les comptes consolidés condensés du Groupe au 30 juin 2010.

- Amendements à IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions » - Transactions intra-groupe dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie ;
- Amendements à IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation – éléments couverts éligibles » ;
- Amélioration des normes IFRS publiées en mai 2008 pour la partie relative à IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » ;
- IFRIC 12 « Accords de concessions de services » ;
- IFRIC 15 « Accords pour la construction d'un bien immobilier » ;
- IFRIC 16 « Couverture d'un investissement à l'étranger » ;
- IFRIC 17 « Distributions d'actifs non monétaires aux actionnaires » ;
- IFRIC 18 « Transfert d'actifs appartenant à des clients ».

Note 2 – Principales sources d'estimations

L'établissement des états financiers consolidés préparés conformément aux normes comptables internationales «IFRS» décrites ci-dessus implique que la direction du Groupe effectue des estimations et retienne des hypothèses qui affectent les valeurs pour lesquelles les actifs et passifs sont comptabilisés à la date de préparation des états financiers ainsi que les produits et charges comptabilisés sur la période.

Le Groupe formule des hypothèses et établit régulièrement, sur ces bases, des estimations relatives à ses différentes activités. Ces estimations sont fondées sur son expérience passée et intègrent les conditions économiques prévalant à la clôture et les informations disponibles à la date de préparation des états financiers. Le Groupe revoit régulièrement ces estimations et hypothèses en s'appuyant sur l'expérience et divers autres facteurs considérés comme raisonnables pour estimer la valeur comptable des actifs et des passifs.

Dans un contexte économique mondial avec un degré de volatilité et un manque de visibilité induit élevés au 30 juin 2010, les montants définitifs sont susceptibles de différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de circonstances différentes.

a) Estimations liées aux programmes et contrats

Les estimations principales et significatives réalisées par le Groupe pour l'établissement des états financiers ont trait à la préparation des prévisions des flux futurs de trésorerie au titre des programmes et contrats (business plan). Ces estimations et hypothèses liées aux programmes et contrats portent sur des périodes de temps parfois très longues, jusqu'à plusieurs dizaines d'années, et sont soumises principalement aux hypothèses de volumes de produits vendus, de prix de vente et de coûts de production associés, des cours de change des devises dans lesquels les ventes et les achats sont libellés ainsi que d'aléas normaux au titre de dépassements de coûts prévisibles, et dans les cas où les flux futurs sont actualisés, au taux d'actualisation retenu pour chaque contrat. Les prévisions de flux futurs de trésorerie (actualisées ou non en fonction des cas) sont utilisées dans la détermination des éléments suivants :

- **Dépréciation des actifs immobilisés** : Les écarts d'acquisitions ainsi que les actifs affectés à des programmes (programmes aéronautiques, frais de développement et actifs corporels de production) font l'objet de tests de dépréciation comme indiqué à la note 1.1. du § 3.1.2 du Document de Référence 2009. Les valeurs recouvrables des écarts d'acquisitions, des immobilisations incorporelles et corporelles sont déterminées principalement sur la base de prévisions de flux futurs de trésorerie déterminées en retenant les hypothèses clés décrites ci-dessus.
- **Capitalisation des frais de développement** : Les conditions de capitalisation des frais de développement sont énoncées à la note 1.j. du § 3.1.2 du Document de Référence 2009. Le Groupe doit par conséquent évaluer la faisabilité technique et commerciale de ces projets et estimer les durées de vie des produits en résultant. La détermination des avantages économiques futurs, et ainsi les estimations et hypothèses qui s'y rattachent, est l'un des critères nécessaires et fondamentaux permettant l'activation des frais d'un projet et la correcte détermination de la durée d'utilité de ces projets pour le Groupe.
- **Marges à terminaison sur les contrats à l'avancement** : Pour valoriser ces marges à terminaison, le Groupe tient compte, en plus des indices contractuels, de paramètres internes au contrat, retenus en utilisant des données historiques et/ ou prévisionnelles. Lorsqu'il devient probable que le total des coûts du contrat est supérieur au total des produits du contrat, la perte attendue est comptabilisée en perte à terminaison.
- **Pertes en carnet** : Dans le modèle économique du secteur aéronautique, les contrats de vente de série peuvent se révéler déficitaires dès lors qu'ils n'intègrent pas les ventes de rechange. Lorsque le Groupe est engagé dans des commandes déficitaires, une provision pour perte en carnet est constituée. Elle fait appel à des estimations, notamment sur l'horizon de l'engagement ferme et sur les coûts de production prévisionnels.
- **Avances remboursables** : Les prévisions de remboursements des avances remboursables reçues de la part de l'État sont basées sur le produit des ventes futures de moteurs ou d'équipements et des pièces de rechange, le cas échéant. Ces prévisions de remboursements étant étroitement liées aux prévisions de ventes futures et dans le cadre des business plan préparés par les directions opérationnelles, les hypothèses et estimations (hypothèses programmes, l'évolution des devises et principalement du dollar) utilisées pour déterminer ces business plans sont structurantes dans la détermination des prévisions de remboursements des avances remboursables.

Toute modification des estimations et hypothèses, retenues pour la détermination des prévisions de flux futurs de trésorerie au titre des programmes et des contrats, pourrait avoir un effet significatif sur les résultats futurs du Groupe et/ou sur les montants inscrits à son bilan. Dans ce cadre, les principales hypothèses retenues font l'objet d'analyses de sensibilité systématiques et sont revues régulièrement par la direction.

Par ailleurs, la Direction est également amenée à retenir d'autres estimations et hypothèses clés portant sur les points suivants :

b) Provisions

La détermination des provisions est fondée sur des informations et estimations reflétant la meilleure estimation de la Direction fondée sur l'expérience acquise. Plus particulièrement (mais pas uniquement) les provisions pour risques et charges relatives aux garanties de fonctionnement émises et aux garanties financières octroyées dans le cadre des ventes, tiennent compte de paramètres tels que le coût estimé des réparations, l'appréciation de risques pouvant être fondée sur une évaluation statistique, sur la valeur estimée des actifs sous-jacents faisant l'objet des garanties financières, sur la probabilité de défaut des compagnies clientes, ainsi que, le cas échéant, sur le taux d'actualisation appliqué aux flux de trésorerie.

Lors du dénouement, le montant des coûts ou pénalités qui seront finalement encourus ou payés peut différer sensiblement des montants initialement provisionnés et peut donc avoir un effet significatif sur les résultats futurs du Groupe.

Il n'y a aujourd'hui, à la connaissance du Groupe, aucun élément qui indiquerait que les paramètres retenus pris dans leur ensemble ne sont pas appropriés et il n'existe aucune évolution connue qui serait de nature à affecter de manière significative les montants provisionnés.

c) Engagements de retraites et prestations assimilées

Les charges comptabilisées sur la période au titre des engagements de retraites et autres engagements postérieurs à l'emploi correspondent au prorata des charges estimées de l'année, éventuellement retraitées des événements non récurrents intervenus sur la période (modifications, réductions ou liquidations d'avantages accordés) et diminuées des prestations réglées sur la période. L'évaluation de la charge annuelle repose sur des calculs actuariels réalisés par des actuaires externes basés sur des hypothèses démographiques (taux de rotation du personnel, date de départ à la retraite, taux de mortalité ..) et financières (taux de progression des salaires, taux d'actualisation, taux de rendement attendus des actifs ..). Le Groupe estime que les hypothèses retenues pour évaluer les engagements sont appropriées et justifiées. Cependant, toute modification de ces hypothèses pourrait avoir un impact significatif sur les valeurs inscrites au bilan et dans une moindre mesure, compte tenu de l'application de la méthode dite du corridor, sur les résultats futurs du Groupe.

Le Groupe a signé le 12 février 2010 un accord triennal relatif à l'emploi des salariés seniors, visant notamment à aménager la fin de carrière et la transition entre vie active et retraite. Cet accord prévoit, entre autres, une majoration des indemnités de fin de carrière conventionnelles dans certaines conditions, ainsi que des mesures de temps partiel aidé. Ces mesures sont traitées comme des avantages à long terme ou postérieurs à l'emploi et leur coût estimé provisionné sur le temps de service résiduel. L'estimation du coût de ces mesures et les provisions correspondantes sont très sensibles aux estimations du taux d'entrée dans le dispositif de la population potentiellement éligible. Les hypothèses retenues au 30 juin 2010 seront affinées au cours du second semestre 2010.

d) Allocation du prix d'acquisition d'un regroupement d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition (ou «purchase accounting»). Ainsi, à la date de prise de contrôle de l'entreprise, les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables acquis sont évalués à la juste valeur.

Ainsi l'une des estimations les plus significatives lors de la comptabilisation d'une acquisition réside dans la détermination même de la juste valeur et des hypothèses utilisées pour la déterminer.

Si la juste valeur de certains éléments acquis peut être évaluée de façon précise, tels que par exemple les actifs corporels par le recours au prix de marché, d'autres en revanche s'avèrent plus complexes à évaluer (par exemple les actifs incorporels). Ces évaluations sont généralement confiées à des experts indépendants qui fondent leurs travaux sur des hypothèses et sont amenés à estimer l'effet d'événements futurs, incertains à la date d'acquisition.

e) Litiges

Certaines filiales du Groupe peuvent être parties à des procédures gouvernementales, judiciaires ou arbitrales susceptibles d'avoir une incidence significative sur la situation financière du Groupe, comme décrit dans la note 27 « Litiges ». La direction du Groupe revoit régulièrement l'évolution de ces procédures et apprécie la

nécessité de constituer les provisions adéquates ou d'en faire évoluer leur montant, si la survenance d'événements en cours de procédure nécessitait une réappréciation du risque. Des conseillers internes ou externes sont partie prenante à la détermination des coûts pouvant être encourus.

La décision de provisionner un risque ainsi que le montant de la provision à retenir sont fondés sur l'appréciation du risque au cas par cas, l'estimation par le management du caractère non favorable du dénouement de la procédure en question (caractère probable) et la capacité à estimer de façon fiable le montant.

Note 3 - Changements de présentation

◆ Résultat opérationnel courant

A compter de la clôture annuelle 2009, Safran présente un agrégat intermédiaire, «résultat opérationnel courant», au sein du résultat opérationnel, pour une meilleure lisibilité de la performance opérationnelle du Groupe.

Ce sous-total exclut les éléments (charges et produits) qui ont peu de valeur prédictive du fait de leur nature, fréquence et/ou importance relative. Ces charges et produits constitutifs de l'agrégat intermédiaire « autres produits et charges opérationnels non courants » concernent :

- les pertes de valeur sur écarts d'acquisition, les pertes de valeur ou, le cas échéant, les reprises de pertes de valeur sur actifs incorporels liés aux programmes, projets ou famille de produits étant générées par un événement qui modifie de manière substantielle la rentabilité économique des programmes, projets ou famille de produits concernés (ex. : négociation d'accords commerciaux, modifications du processus de production...);
- les plus- et moins-value de cession d'activités ;
- d'autres éléments inhabituels et matériels dont la nature n'est pas directement liée à l'exploitation courante.

Les comptes consolidés semestriels condensés 2009, présentés dans le présent document, ont été retraités en adoptant cette nouvelle présentation à des fins de comparabilité des données. Le montant des « autres produits et charges opérationnels non courants » au 30 juin 2009 exclus du résultat opérationnel courant s'élève à (6) millions d'euros (cf note 6 « détail des principales composantes du résultat opérationnel »).

◆ Composante financière des charges de retraite

Le Groupe présentait jusqu'à la clôture des comptes consolidés semestriels condensés 2009 la totalité de la charge nette relative aux plans de retraite et aux autres avantages postérieurs à l'emploi en résultat opérationnel, alors que la charge de désactualisation des autres passifs opérationnels est présentée en résultat financier.

Afin d'adopter un classement comptable cohérent avec ceux appliqués aux autres passifs et en l'absence d'indication dans IAS 19 sur le classement particulier des différentes composantes de la charge totale comptabilisée dans le compte de résultat au titre de ses régimes à prestations définies, le Groupe a décidé que la composante financière (coût financier et produit de rendement attendu des actifs des régimes) de la charge serait présentée en résultat financier à compter de la publication des comptes annuels 2009.

Les comptes consolidés semestriels 2009, présentés dans le présent document, ont été retraités en adoptant cette nouvelle présentation à des fins de comparabilité des données.

L'impact sur le compte de résultat au 30 juin 2009 est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/09
Dotation aux provisions pour risques et charges	10
Résultat opérationnel courant	10
Dotation aux provisions pour risques et charges financières	(10)
Résultat financier	(10)
Résultat net	-

Le résultat opérationnel du premier semestre 2009 de chaque secteur opérationnel présenté en page 7 a été retraité de l'effet de cette nouvelle présentation.

Note 4 - Evolution du périmètre

MOUVEMENTS DE PERIMETRE AU 30 JUIN 2010

La restructuration de l'activité de négoce de pièces de rechanges aéronautiques opérée par une filiale de Snecma et General Electric (GEAM), a débouché après échanges d'actifs sur la constitution de CFM Materials LP, une joint-venture 50/50 entre les deux partenaires historiques, dédiée au négoce de pièces de rechanges exclusivement CFM et consolidée par intégration proportionnelle à compter du 1^{er} juin 2010.

La création de cette joint venture a généré un écart d'acquisition de 29 millions de dollars, soit 22 millions d'euros.

MOUVEMENTS DE PERIMETRE 2009

1^{er} semestre 2009

- Acquisition de MorphoTrak

Le 7 avril 2009, le groupe Safran a acquis l'activité Biométrie de Motorola (Printrak) pour un montant total de 181 millions de dollars US, soit 130 millions d'euros.

Après allocation du prix d'acquisition aux actifs et passifs acquis (dont 30 millions de dollars US de technologie et 26 millions de dollars US de relations clientèles), le goodwill résiduel s'élève à 154 millions de dollars US, soit 107 millions d'euros au 31 décembre 2009. Cette allocation du prix d'acquisition n'a connu aucune variation au cours du 1^{er} trimestre 2010 et est désormais définitive.

Cette activité, renommée MorphoTrak, est consolidée par intégration globale à compter de son acquisition par le Groupe.

Au 30 juin 2010, le résultat opérationnel intègre une charge de 2 millions d'euros au titre de l'amortissement des actifs incorporels identifiés dans le cadre de l'affectation du prix d'acquisition (PPA) et de l'impact de la comptabilisation de la juste valeur des stocks acquis et vendus sur la période.

Ainsi sa contribution aux résultats du Groupe au 30 juin 2010 s'élève à :

- 17 millions d'euros de chiffre d'affaires,
- 4 millions d'euros de résultat opérationnel avant PPA,
- 2 millions d'euros de résultat opérationnel après PPA.

2^{ème} semestre 2009

- Acquisition de MorphoDetection

Le 4 septembre 2009, le Groupe a finalisé l'acquisition de 81 % de l'activité Homeland Protection de General Electric pour un montant total de 579 millions de dollars US, soit 416 millions d'euros.

Cette société, renommée MorphoDetection, est spécialisée dans la détection tomographique de substances dangereuses ou illicites dans les bagages pour les marchés de la sécurité des aéroports et de la protection des sites sensibles et infrastructures critiques.

GE conserve une participation de 19 % ainsi qu'un siège au *Board* de la société. Cette participation minoritaire est assortie de clauses d'engagement de rachat. Cet engagement a été valorisé à 177 millions de dollars et comptabilisé conformément aux normes et méthodes décrites en note 1.v. du Document de Référence 2009.

L'allocation du prix d'acquisition peut se résumer comme suit au 30 juin 2010 :

<i>(en millions de dollars US)</i>	
Prix d'acquisition (pour 81 %)	579
Ajustements de prix et frais d'acquisition	8
Coût d'acquisition des titres	587
Juste valeur des actifs nets à 100 % :	
Actifs nets à la date d'acquisition	139
Juste valeur de la technologie	110
Juste valeur des relations clientèles	153
Juste valeur des autres actifs incorporels identifiés	14
Réévaluation de stocks	9
Impôts différés passifs	(114)
Sous-total	311
Quote-part (81 %) dans la juste valeur des actifs et passifs acquis	252
Goodwill avant prise en compte de l'engagement de rachat d'intérêts minoritaires	335
Différence entre l'engagement de rachat des minoritaires et les intérêts minoritaires	104
Goodwill après prise en compte de l'engagement de rachat d'intérêts minoritaires	439

La ligne « Actifs nets à la date d'acquisition » a été corrigée de 38 millions de dollars au 30 juin 2010, suite à une correction du bilan d'ouverture. Le goodwill a été corrigé en conséquence.

Après prise en compte de la différence entre la valeur de l'engagement de rachat des intérêts minoritaires et la quote-part de ces minoritaires dans la juste valeur des actifs et passifs acquis à la date d'acquisition, le goodwill résiduel au 30 juin 2010 a été majoré de 104 millions de dollars US pour s'établir à 439 millions de dollars US, soit 357 millions d'euros.

L'ensemble des sociétés de l'activité Homeland Protection, renommée MorphoDetection, est consolidé en intégration globale à compter de la date d'acquisition par le Groupe.

Au 30 juin 2010, le résultat opérationnel intègre une charge de 13 millions d'euros au titre de l'amortissement des actifs incorporels identifiés dans le cadre de l'affectation du prix d'acquisition (PPA) et de l'impact de la comptabilisation de la juste valeur des stocks acquis et vendus sur la période.

Ainsi sa contribution aux résultats du Groupe au 30 juin 2010 s'élève à :

- 101 millions d'euros de chiffre d'affaires,
- 19 millions d'euros de résultat opérationnel avant PPA,
- 6 millions d'euros de résultat opérationnel après PPA.

- Cession de l'activité Connectique de Cinch

Le groupe Safran a cédé fin 2009 à Bel Fuse pour un montant de 39 millions de dollars US son activité connectique. Cette cession a entraîné une plus-value nette de 7 millions d'euros au 31 décembre 2009.

- Cession de Sagem Communications

Au cours de l'exercice 2009, Safran a cédé les 10 % qu'il détenait encore dans Sagem Communications.

Note 5 - Information sectorielle

Secteurs présentés

Conformément à IFRS 8 « Secteurs opérationnels » l'information par secteur opérationnel reflète les différentes activités du groupe Safran.

Les secteurs opérationnels du groupe Safran sont présentés selon la nature des produits et des services rendus. Chaque secteur présenté représente un domaine d'activité caractérisé par ses produits et ses marchés.

Secteur Propulsion Aéronautique et Spatiale

Le Groupe conçoit, développe, produit et commercialise des systèmes de propulsion pour une large gamme d'applications : avions commerciaux, avions militaires de combat, d'entraînement et de transport, moteurs de fusées, hélicoptères civils et militaires, missiles tactiques, drones. Ce secteur comprend aussi les activités de maintenance, réparation et services connexes ainsi que la vente de pièces détachées.

Secteur Equipements Aéronautiques

Le Groupe est actif dans le domaine des équipements mécaniques, hydromécaniques et électromécaniques : les trains d'atterrissage, les roues et freins et les systèmes associés, les nacelles et inverseurs de poussée, les pièces en matériaux composites, les systèmes de régulation moteur et équipements associés, transmissions de puissance, les câblages, systèmes de liaisons électriques, les systèmes de ventilation et filtres hydrauliques. Les Équipements Aéronautiques comprennent aussi les activités de maintenance, réparation et services connexes ainsi que la vente de pièces détachées.

Secteur Défense

Ce domaine regroupe toutes les activités destinées aux marchés de la défense navale, terrestre et aéronautique. Au sein de ce secteur, le Groupe conçoit, développe, produit et commercialise des solutions et des services en optronique, avionique, électronique et logiciels critiques, pour les marchés civils et de défense.

Il est présent dans les domaines de la navigation inertielle pour les applications aéronautiques, marines et terrestres, des commandes de vol pour hélicoptères, des systèmes optroniques et de drones tactiques (boules gyrostabilisées de viseurs, périscopes, caméras infrarouge, jumelles multifonctions, système aérien d'observation), des équipements et systèmes de défense.

Secteur Sécurité

Les activités de Sécurité regroupent les solutions qui rendent les déplacements, les infrastructures sensibles et les transactions électroniques plus sûrs, et facilitent la protection des individus. Elles répondent aux besoins nouveaux de sécurité des citoyens, des entreprises, sites publics critiques et sensibles ainsi que des Etats et proposent des produits de reconnaissance d'empreintes digitales, de l'iris et du visage (technologies biométriques), des solutions de gestion d'identité, de gestion des droits d'accès et de sécurisation des transactions (domaine des cartes), des solutions de détection tomographiques de substances dangereuses ou illicites dans les bagages (domaine de la détection).

Holding et Autres

Sous la terminologie « Holding et Autres », le Groupe regroupe les activités propres à Safran SA ainsi que certaines activités mineures ou résiduelles ne relevant pas des rubriques précédentes.

Mesure de la performance des secteurs présentés

Les informations présentées par secteur dans les tableaux page 7 sont identiques à celles présentées au Directoire, qui a été identifié comme le « Principal Décideur Opérationnel » aux fins d'évaluation de la performance des secteurs d'activité et d'allocation des ressources entre ces différentes activités.

La mesure de performance de chaque secteur d'activité, telle que revue par le Directoire, est fondée sur les données ajustées contributives telles qu'explicitées dans le préambule (cf. page 3).

Les données par secteur d'activité suivent les mêmes principes comptables que ceux utilisés pour les comptes consolidés (cf. document de référence 2009 § 3.1 note 1) à l'exception des retraitements opérés pour les données ajustées (cf. préambule).

Les cessions inter-secteurs sont réalisées aux conditions de marché.

Le cash flow libre représente le solde des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles après déduction des décaissements liés aux investissements incorporels et corporels.

Les éléments chiffrés de l'information sectorielle du premier semestre 2009 et 2010 sont présentés à la page 7.

Note 6 - Détail des principales composantes du résultat opérationnel

CHIFFRE D'AFFAIRES

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2009	30.06.2010
Première monte	1 894	1 973
Vente d'équipements	620	626
Produits et services associés à la première monte	329	235
Maintenance, réparations, révision	872	983
Rechanges, pièces détachées	1 090	1 053
Locations d'équipements et échanges	66	83
Ventes d'études de recherche et technologie	18	28
Ventes d'études de développement et soutien	242	252
Autres	164	134
Total	5 295	5 367

AUTRES PRODUITS

Les autres produits sont essentiellement composés de crédit impôt recherche et de subventions d'exploitation.

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2009	30.06.2010
Crédit impôt recherche	49	61
Autres subventions d'exploitation	19	19
Autres produits d'exploitation	17	8
Total	85	88

CONSOMMATIONS DE L'EXERCICE

Les consommations de l'exercice se décomposent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2009	30.06.2010
Fouritures, matières premières et autres	(946)	(906)
Marchandises	(44)	(64)
Variation de stocks	5	(2)
Sous-traitance	(1 203)	(1 161)
Achats non stockés	(131)	(123)
Services extérieurs	(715)	(747)
Total	(3 034)	(3 003)

FRAIS DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

Frais de personnel

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2009	30.06.2010
Salaires et traitements	(1 113)	(1 159)
Charges sociales	(468)	(487)
Participation des salariés	(16)	(24)
Intéressement	(33)	(50)
Abondement	(9)	(9)
Autres coûts sociaux	(29)	(57)
Total	(1 668)	(1 786)

Les effectifs moyens du Groupe sur la période et par secteur d'activité se décomposent comme suit :

	France	Etranger	Total
Propulsion Aéronautique et Spatiale	17 171	3 520	20 691
Équipements Aéronautiques	9 123	9 856	18 979
Défense	6 154	520	6 674
Sécurité	1 214	4 319	5 533
Holding et divers	1 351	100	1 451
Total	35 013	18 315	53 328

Compte tenu de l'effectif des sociétés non consolidées, l'effectif total géré au 30 juin 2010 est de 54 610. Ces chiffres n'incluent pas les effectifs des sociétés mises en équivalence.

DOTATIONS NETTES

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2009	30.06.2010
Dotations nettes aux amortissements		
- immobilisations incorporelles	(141)	(156)
- immobilisations corporelles	(134)	(146)
Total dotations nettes aux amortissements (*)	(275)	(302)
Total dotations nettes aux provisions pour risques et charges	15	139
Dotations nettes aux amort. & aux provisions pour risques et charges	(260)	(163)

(*) dont amortissement des actifs valorisés à la juste valeur lors de l'acquisition du groupe Snecma : (79) M€ au 30 juin 2010 contre (79) M€ au 30 juin 2009, et lors de l'acquisition de sociétés de la branche Sécurité : (22) M€ au 30 juin 2010 contre (7) M€ au 30 juin 2009

DEPRECIATIONS D'ACTIFS

<i>(en millions d'euros)</i>	Dotations		Reprises	
	30.06.2009	30.06.2010	30.06.2009	30.06.2010
Dépréciations d'actifs				
- immobilisations corporelles et incorporelles	(6)	(16)	4	6
- immobilisations financières	(45)	(1)	-	1
- stocks	(170)	(125)	154	146
- créances	(19)	(15)	25	16
Total	(240)	(157)	183	169

AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS COURANTS

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2009	30.06.2010
Plus et moins-values de cessions d'actifs	(5)	(4)
Redevances, brevets et licences	(6)	(6)
Abandons de créances	(2)	-
Pertes sur créances irrécouvrables	(2)	(3)
Autres produits et charges d'exploitation	14	27
Total	(1)	14

AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS NON COURANTS

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2009	30.06.2010
Pertes de valeur nettes des reprises sur actifs incorporels	(6)	-
Total	(6)	-

Les pertes de valeur nettes des reprises sur actifs incorporels au 30 juin 2009 concernent :

- Une reprise de 13 millions d'euros sur les frais de développement d'un programme de turbines d'hélicoptères, suite à des modifications dans le modèle économique de production de ce programme.
- Une dépréciation complémentaire de 33 millions sur les frais de développement du programme TP400 au niveau de la branche Propulsion dont 19 millions ont été considérés comme des charges opérationnelles non courantes. Le solde ayant été comptabilisé comme une charge opérationnelle courante neutralisant les coûts capitalisés sur la période.

Aucun produit ni charge opérationnel n'a été considéré comme non courant au premier semestre 2010.

Note 7 - Résultat financier

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2009	30.06.2010
Charges financières liées aux passifs portant intérêt:	(27)	(30)
Produits financiers liés à la trésorerie et équivalents de trésorerie	11	10
Coût de la dette nette	(16)	(20)
Perte ou gain lié aux instruments financiers de couverture de change	431	(1 781)
Gain ou perte de change	(139)	(125)
Ecart de change net sur les provisions	7	(81)
Résultat financier lié au change	299	(1 987)
Perte ou gain lié aux instruments financiers de couverture de taux d'intérêt et de matière	-	(28)
Charges nettes liées aux opérations de cession d'actifs financiers	(3)	2
Pertes de valeur sur actifs disponibles à la vente	(13)	-
Dépreciation des prêts et autres créances financières	-	-
Dividendes reçus	1	-
Dotations aux provisions (*)	(24)	(19)
Reprises sur provisions	15	1
Effet d'actualisation	(50)	(33)
Autres	(1)	(1)
Autres produits et charges financiers	(75)	(78)
Résultat financier(*)	208	(2 085)
dont charges financières	(257)	(2 098)
dont produits financiers	465	13

* Le résultat financier au 30 juin 2009 a été retraité des changements de présentation présentés en note 3.

Note 8 - Impôt sur le résultat

L'impôt du Groupe est calculé en utilisant les taux applicables dans chaque juridiction fiscale du Groupe et corrigé des principales différences permanentes.

Le taux effectif d'impôt sur les activités poursuivies s'élève à 36,58% et l'écart avec le taux d'impôt courant s'explique notamment par l'impact du crédit d'impôt recherche.

Le produit d'impôt du 1^{er} semestre 2010 de 559 millions d'euros inclut, entre autres, un produit d'impôt différé de 594 millions d'euros relatif à la variation de juste valeur des instruments dérivés de change sur la période.

Note 9 - Activités destinées à être cédées ou cédées

Le tableau ci-après présente les résultats de l'activité Mobiles (activité cédée).

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2009	30.06.2010
Chiffre d'affaires	39	-
Consommations de l'exercice	(59)	(9)
Frais de personnel	(12)	-
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	60	16
Autres produits et charges opérationnels	(36)	(8)
Résultat opérationnel	(8)	(1)
Résultat financier	4	1
Charges d'impôt sur résultat des activités destinées à être cédées	10	-
Résultat net sur cession de l'activité Haut Débit	-	-
Résultat net des activités destinées à être cédées	6	-

Le résultat des activités destinées à être cédées et cédées au 30 juin 2009 représente des compléments du résultat de cession initial sur les activités du secteur communication cédées au cours de 2008, ainsi que le résultat de cession des filiales chinoises de l'ancienne division Mobiles, vendues au cours du premier semestre 2009.

Les effectifs moyens du 1^{er} semestre 2010 liés aux activités destinées à être cédées s'élèvent à 7 contre 674 au 1^{er} semestre 2009.

Note 10 - Résultat par action

Les résultats nets par action dilués prennent en compte les équivalents actions ayant un effet dilutif. Ils ne prennent pas en compte les équivalents actions sans effet dilutif.

Les actions ordinaires potentiellement dilutives du Groupe proviennent de plans d'attribution gratuite d'actions.

Un plan d'attribution gratuite d'actions a été décidé par le Directoire en date du 3 avril 2009 (cf. note 19d).

Les résultats par action se présentent comme suit :

	Index	30.06.2009	30.06.2010
Numérateur (en millions d'euros)			
Résultat net part du Groupe	(a)	434	(973)
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies	(i)	428	(973)
Résultat net part du Groupe des activités abandonnées	(j)	6	-
Dénominateur (en titres)			
Nombre total de titres	(b)	417 029 585	417 029 585
Nombre de titres d'autocontrôle	(c)	17 850 897	17 481 368
Nombre de titres hors autocontrôle	(d)=(b-c)	399 178 688	399 548 217
Nombre moyen pondéré de titres (hors autocontrôle)	(d')	399 174 569	399 562 502
Actions ordinaires potentiellement dilutives :			
Effet dilutif des attributions gratuites d'actions	(e)	656 386	-
Nombre moyen pondéré de titres après dilution	(f)=(d'+e)	399 830 955	399 562 502
Ratio : résultat par action (en euros)			
Résultat par action de base : bénéfice / (perte)	(g)=(a*1million)/(d')	1,09	(2,44)
Résultat par action dilué : bénéfice / (perte)	(h)=(a*1million)/(f)	1,09	(2,44)
Ratio : résultat par action des activités poursuivies (en euros)			
Résultat par action de base : bénéfice / (perte)	(k)=(i*1million)/(d')	1,07	(2,44)
Résultat par action dilué : bénéfice / (perte)	(l)=(i*1million)/(f)	1,07	(2,44)
Ratio : résultat par action des activités abandonnées (en euros)			
Résultat par action de base : bénéfice / (perte)	(m)=(j*1million)/(d')	0,02	0,00
Résultat par action dilué : bénéfice / (perte)	(n)=(j*1million)/(f)	0,02	0,00

Au 30 juin 2010, les actions ordinaires potentielles relatives aux attributions gratuites d'actions, s'élevant à 3 483 360 actions, ont été exclues du résultat par action dilué du fait de leur effet anti-dilutif.

Note 11 - Dividendes versés

Au cours du 1^{er} semestre 2010, la société Safran SA a versé 152 millions d'euros de dividendes à ses actionnaires.

Les dividendes des actions auto-détenues n'ont pas été versés et ont été portés en report à nouveau.

(en millions d'euros)	30.06.2009	30.06.2010
Dividendes au titre de l'exercice N-1, payés en N		
Dividendes sur les actions ordinaires	68	152
Dividende net par action	0,17	0,38

Note 12 - Ecarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition se décomposent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2009						30.06.2010
	Net	Variation de périmètre	Transfert	Dépréciation	Ajustement de prix et d'affectation des actifs et passifs identifiables	Effet des variations de change	Net
Snecma	395						395
Turbomeca SA	225						225
Snecma Propulsion Solide	66						66
Techspace Aero	47						47
CFM Materials LP		22				3	25
Microturbo SA	12						12
Autres	2						2
Total Propulsion	747	22	-	-	-	3	772
Aircelle	213						213
Labinal	208		(24)				184
Messier Dowty SAS	94						94
Messier Bugatti	73						73
Safran Engineering Services	52		26				78
Technofan	10						10
Globe Motors Inc.	9					2	11
Sofrance	4						4
Safran Engineering Services Maroc	2		(2)				-
Total Equipements Aéronautiques	665	-	-	-	-	2	667
Sagem Défense Sécurité	61						61
Vectronix	25					3	28
Total Défense	86	-	-	-	-	3	89
Identification	291					19	310
Cartes	46				2		48
Détection	291				15	51	357
Total Sécurité	628	-	-	-	17	70	715
Total	2 126	22	-	-	17	78	2 243

Les principaux mouvements de la période concernent :

- La révision de l'allocation préliminaire du prix d'acquisition de l'activité Homeland Protection de General Electric entraînant une augmentation de 15 millions d'euros du goodwill de l'UGT « Détection » (cf note 4).
- La création de CFM Materials LP (cf note 4).
- La création de Safran Engineering Services réunissant les activités d'ex-Teuchos et les activités ingénierie de Labinal, ayant entraîné une réallocation d'écarts d'acquisition sans incidence sur les comptes du Groupe.

Une revue des indices de pertes de valeur a été réalisée au 30 juin 2010 sur les écarts d'acquisition et n'a pas conduit à constater de dépréciation. Le Groupe a procédé au 31 décembre 2009 à un test de dépréciation annuel sur la base de la méthode et des hypothèses décrites dans le document de référence 2009 au § 3.1.2 note 1.1 et note 11. Suite à la réalisation de ce test, aucune dépréciation sur les écarts d'acquisition n'a été comptabilisée.

Note 13 - Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles se décomposent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2009			30.06.2010		
	Brut	Amort. / dépréc.	Net	Brut	Amort. / dépréc.	Net
Programmes	2 683	(916)	1 767	2 684	(1 007)	1 677
Frais de développement	1 201	(422)	779	1 306	(457)	849
Concessions commerciales	135	(63)	72	144	(73)	71
Logiciels	279	(233)	46	295	(249)	46
Marques	147	(7)	140	149	(9)	140
Relations commerciales	274	(32)	242	295	(55)	240
Technologies	123	(8)	115	140	(11)	129
Autres	80	(24)	56	82	(29)	53
Total	4 922	(1 705)	3 217	5 095	(1 890)	3 205

La valeur des marques à durée de vie indéfinie est de 119 millions d'euros. Ces marques sont constituées de la marque Snecma (85 millions d'euros) et de la marque Turbomeca (34 millions d'euros).

La durée d'amortissement résiduelle moyenne pondérée des programmes est d'environ 8,5 ans.

L'évolution de la valeur des immobilisations incorporelles s'analyse comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Brut	Amortissements / dépréciations	Net
Au 31.12.2009	4 922	(1 705)	3 217
Immobilisations générées en interne	94	-	94
Acquisitions séparées	9	-	9
Sorties et cessions	(2)	1	(1)
Dotations aux amortissements	-	(155)	(155)
Dépréciations en résultat	-	(10)	(10)
Reclassement	5	(4)	1
Variations de périmètre	-	(1)	(1)
Effet des variations de change	67	(16)	51
Au 30.06.2010	5 095	(1 890)	3 205

Le montant des frais de recherche comptabilisé en charges au 30 juin 2010, y compris charges d'amortissements, est de 181 millions d'euros (217 millions d'euros au 30 juin 2009 hors activités destinées à être cédées et y compris charges d'amortissement).

Les frais de développement immobilisés au 30 juin 2010 sont de 84 millions d'euros (76 millions d'euros au 30 juin 2009).

Au titre de la période, les charges d'amortissement des frais de développement s'élèvent à 23 millions d'euros (25 millions d'euros au 30 juin 2009).

Par ailleurs, un amortissement de 101 millions d'euros a été constaté sur les valeurs réévaluées (affectation du prix d'acquisition du groupe Snecma pour 79 millions d'euros et autres acquisitions récentes pour 22 millions d'euros).

La valeur recouvrable des programmes, projets, famille de produits est déterminée sur la base d'un modèle de flux futurs de trésorerie prévisionnels sur la durée de commercialisation estimée du programme, périodes de temps pouvant aller jusqu'à plusieurs dizaines d'années.

Un test de dépréciation a été réalisé au 30 juin 2010 sur certains programmes et aucune dépréciation significative n'a été comptabilisée.

Note 14 - Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles se décomposent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2009			30.06.2010		
	Brut	Amort. / dépréc.	Net	Brut	Amort. / dépréc.	Net
Terrains	220	-	220	224	-	224
Constructions	1 059	(517)	542	1 107	(550)	557
Installations techniques, matériels et outillages industriels	3 486	(2 358)	1 128	3 698	(2 518)	1 180
Immobilisations en cours, avances et acomptes	185	(22)	163	201	(22)	179
Agencement et aménagement de terrains	31	(18)	13	31	(18)	13
Constructions sur sol d'autrui	65	(21)	44	68	(23)	45
Matériels informatiques et autres	390	(299)	91	423	(325)	98
Total	5 436	(3 235)	2 201	5 752	(3 456)	2 296

L'évolution de la valeur des immobilisations corporelles s'analyse comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Brut	Amortissements / dépréciations	Net
Au 31.12.2009	5 436	(3 235)	2 201
Immobilisations générées en interne	16	-	16
Acquisitions	119	-	119
Sorties et cessions	(40)	26	(14)
Dotations aux amortissements	-	(146)	(146)
Dotations aux provisions	-	(1)	(1)
Reclassement	8	(8)	-
Variations de périmètre	9	(5)	4
Effet des variations de change	204	(87)	117
Au 30.06.2010	5 752	(3 456)	2 296

Au cours de la période, des versements sur des projets immobiliers financés en crédit-bail ont été effectués pour un montant de 12 millions d'euros.

Note 15 - Immobilisations financières courantes et non courantes

Les immobilisations financières comprennent les éléments suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2009			30.06.2010		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Titres non consolidés *	328	(159)	169	315	(167)	148
Autres immobilisations financières	189	(63)	126	221	(67)	154
Total	517	(222)	295	536	(234)	302

* dont 46 M€ au 30 juin 2010 de titres cotés (41 M€ au 31 décembre 2009)

Le poste « titres non consolidés » a diminué de 21 millions d'euros, dont 25 millions d'euros liés à la consolidation de CFM Materials.

TITRES NON CONSOLIDES

Ils comprennent la participation du groupe Safran dans diverses sociétés non consolidées dont les plus significatives sont :

<i>(en millions d'euros)</i>	Comptes arrêtés au	Pourcentage de contrôle	Capitaux propres après résultat	Résultat	Valeur nette au bilan au 31.12.2009	Valeur nette au bilan au 30.06.2010
Sichuan Snecma Aero-Engine Maintenance	31/12/2009	51,80	7,3	1,1	3,7	3,7
Messier Dowty Singapore Pte	31/12/2009	100,00	4,7	0,1	5,9	6,9
Arianespace Participation	31/12/2009	10,44	21,6	(60,7)	6,1	2,3
Embraer*	31/12/2009	1,12	1 999,3	141,8	31,4	35,4
SMA	31/12/2009	100,00	2,2	(10,6)	1,4	0,0
Snecma America Engine Services	31/12/2009	51,00	2,1	(4,8)	6,2	6,2
Myriad Group*	31/12/2009	6,46	119,3	(38,7)	9,3	10,2
Optics1	31/12/2009	100,00	0,8	(0,7)	11,3	11,7
Messier Dowty Mexico	31/12/2009	100,00	7,1	0,8	5,5	5,5

* titres cotés sur des marchés de valeurs

Les titres de participation sont qualifiés de « disponibles à la vente » et sont évalués à la juste valeur. Les variations de valeur sont comptabilisées directement en capitaux propres. En cas d'indication objective de perte durable de valeur, une dépréciation est enregistrée en « autres produits et charges financiers ».

Le Groupe a examiné la valeur des différents titres disponibles à la vente, afin de déterminer au cas par cas, en fonction de l'ensemble des informations disponibles et compte tenu du contexte actuel de marché, s'il y avait lieu de comptabiliser des pertes de valeur.

Aucune perte de valeur individuellement significative n'a été comptabilisée au 30 juin 2010.

AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Elles se composent de :

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2009	30.06.2010
Avances et prêts aux sociétés apparentées non consolidées	62	81
Prêts sociaux	24	23
Dépôts et cautionnements	12	14
Autres	28	36
Total	126	154
dont non courant	51	56
dont courant	75	98

Les avances et prêts aux sociétés apparentées non consolidées sont des avances renouvelables en compte courant.

Les autres immobilisations financières évoluent ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	
Au 31.12.2009	126
Augmentation	43
Diminution	(12)
Dépréciation	(3)
Au 30.06.2010	154

Note 16 – Participations comptabilisées par mise en équivalence

Les sociétés, A-Pro Inc. et Hydrep sont consolidées en intégration proportionnelle à compter de janvier 2010. La part du Groupe dans la situation nette et le résultat des sociétés mises en équivalence s'analysent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2009	30.06.2010			
	Net	% d'intérêts	Capitaux Propres	Contribution résultat	Net
Ingenico (1)	206	22,75%	213	7	220
Hydrep (2)	7	-	-	-	-
A-Pro Inc. (2)	8	-	-	-	-
Autres (3)	17	100,00%	17	-	17
Total	238		230	7	237

(1) En l'absence de données publiées par la société Ingenico à la date de publication du présent document, la quote-part de résultat relative au premier semestre 2010 a été déterminée à partir de prévisions fournies par un consensus d'analystes. La valeur boursière s'élève à 195 M€ au 30 juin 2010 (11 076 387 actions valorisées à 17,605 €) contre 185 M€ au 31 décembre 2009 (10 882 606 actions à 16,96 €).

(2) Sociétés consolidées en intégration proportionnelle à compter de 2010

(3) Sociétés déconsolidées et dont les réserves ont été gelées

La société Ingenico est comptabilisée par mise en équivalence depuis le 31 mars 2008.

Une revue des indices de pertes de valeur a été conduite sur cette participation et n'a pas amené à constater de dépréciation.

L'évolution du poste des titres mis en équivalence se présente comme suit :

(en millions d'euros)

Au 31.12.2009	238
Quote-part de résultat	7
Changement de méthode d'intégration	(15)
Autres variations	7
Au 30.06.2010	237

Note 17 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le poste trésorerie et équivalents de trésorerie se compose de placements dont l'échéance est à moins de 3 mois dès l'origine et sans risque de taux, facilement convertibles et liquides. La composition du poste au 30 juin se présente comme suit :

(en millions d'euros)	31.12.2009	30.06.2010
Titres de créances négociables	450	226
OPCVM	24	19
Placements à court terme	1191	790
Dépôts à vue	415	381
Total	2 080	1 416

L'évolution du poste trésorerie et équivalents de trésorerie est la suivante :

(en millions d'euros)

Au 31.12.2009	2 080
Variations de la période	(693)
Variations de périmètre	13
Effet des variations de change	16
Au 30.06.2010	1 416

La variation de la période est principalement due à un remboursement d'emprunt de 500 millions d'euros chez Safran.

Note 18 - Synthèse des actifs financiers

REPARTITION A TAUX FIXE ET VARIABLE

La répartition des actifs financiers courants et non courants à taux fixe et taux variable est la suivante :

(en millions d'euros)	31.12.2009		30.06.2010	
	Base	Taux	Base	Taux
Immobilisations financières non courantes (1)	51	0,60%	56	0,82%
Immobilisations financières courantes	75	1,49%	98	1,54%
Actifs financiers	126	1,06%	154	1,28%
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 080	Eonia/Fed/ Euribor	1 416	Eonia/Fed/ Euribor
Total	2 206		1 570	

(1) hors titres non consolidés

Note 19 - Capitaux propres consolidés

19a - CAPITAL SOCIAL

Au 30 juin 2010, le capital social de Safran, entièrement libéré, est composé de 417 029 585 actions de 0,20 euro chacune.

A l'exception de ses actions, les capitaux propres de Safran n'incluent pas d'autres instruments de capitaux propres émis.

19b - REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE

Chaque action confère un droit de vote simple. Les actions inscrites au nominatif depuis plus de 2 ans bénéficient d'un droit de vote double.

Les 17 481 368 actions d'autocontrôle sont privées de droit de vote.

La structure du capital a évolué comme suit :

31 décembre 2009

Actionnaires	Nombre d'actions	% Capital	Nombre droits de vote	% Droits de vote (*)
Public	159 071 928	38,14%	172 289 765	32,07%
Etat	125 940 227	30,20%	150 752 222	28,06%
Actionnariat salarié	83 788 017	20,09%	154 825 295	28,82%
Areva	30 772 945	7,38%	59 363 695	11,05%
Autodétention / Autocontrôle	17 456 468	4,19%	-	-
Total	417 029 585	100,00%	537 230 977	100,00%

(*) droits de vote exerçables

30 juin 2010

Actionnaires	Nombre d'actions	% Capital	Nombre droits de vote	% Droits de vote (*)
Public	170 750 252	40,94%	179 282 271	33,75%
Etat	125 940 227	30,20%	150 752 222	28,38%
Actionnariat salarié	72 084 793	17,29%	139 664 274	26,29%
Areva	30 772 945	7,38%	61 545 890	11,58%
Autodétention / Autocontrôle	17 481 368	4,19%	-	-
Total	417 029 585	100,00%	531 244 657	100,00%

(*) droits de vote exerçables

19c - RESERVES

Leur évolution résulte des événements suivants :

	M€
Réserves au 31 décembre 2009	3 619
- Affectation en réserves du résultat 2009	641
- Distribution de dividendes	(152)
- Actions propres	(1)
- Variation écart de conversion	172
- Attribution d'actions gratuites	6
- Autres	8
	<hr/>
Réserves au 30 juin 2010	4 293

19d - PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS PROPRES

L'Assemblée a, le 28 mai 2009, donné l'autorisation au Directoire d'acheter et vendre des actions de la société. Dans ce cadre sur l'exercice 2009, la société a acheté en bourse 1 036 775 actions pour 11 millions d'euros et en a vendu 1 433 424 pour 17 millions d'euros dans le cadre du contrat de liquidité (le résultat de cession étant non significatif).

L'Assemblée a, le 27 mai 2010, renouvelé l'autorisation donnée au Directoire d'acheter et vendre des actions de la société.

Attribution d'actions gratuites

Conformément à l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale des actionnaires du 28 mai 2008, le Directoire a décidé de procéder à une attribution d'actions gratuites le 3 avril 2009. Cette attribution concerne les salariés des sociétés du Groupe situées dans l'Union Européenne inscrits à l'effectif le 3 avril 2009, soit 42 345 salariés répartis dans dix pays, à raison de 100 actions par salarié.

Conditions d'attribution

L'attribution des actions à leurs bénéficiaires devient définitive au terme d'une période d'acquisition de deux ans pour les salariés de sociétés du Groupe dont le siège est établi en France, suivie d'une période de conservation minimale de deux années à compter de l'acquisition définitive. Pour les salariés de sociétés du Groupe dont le siège est établi hors de France la période d'acquisition est de quatre années, et ils ne sont pas soumis à une période de conservation.

L'attribution des droits n'est liée à aucune condition particulière de performance autre que la présence effective des salariés durant la période d'acquisition des droits.

Toutes les actions gratuites attribuées par Safran sont exclusivement dénouées en actions.

Valorisation des droits

Les droits ont été valorisés à leur juste valeur le jour de leur octroi. La valeur de l'action à la date d'attribution a été diminuée du montant estimé des dividendes futurs actualisés qui ne seront pas versés aux salariés pendant la période d'acquisition des droits, ainsi que d'un coût d'incessibilité pour les salariés français.

	France	Etranger
Date d'attribution	03/04/2009	03/04/2009
Date d'acquisition des droits	03/04/2011	03/04/2013
Période d'inaccessibilité	2 ans	aucune
Nombre de salariés bénéficiaires à la date d'attribution	36 785	5 560
Nombre d'actions par salarié		100
Nombre d'actions octroyées	3 678 500	556 000
Hypothèse de taux de distribution de dividendes		3,17%
Taux sans risque à la date d'attribution		2,675%
Valeur de l'action à la date d'attribution		7,54 €
Juste valeur unitaire	6,75 €	6,64 €

Le montant de la charge comptabilisée sur le premier semestre 2010 au titre des actions gratuites attribuées s'élève à 5,8 millions d'euros.

Note 20 - Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges se décomposent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2009	Dotations	Reprises			Autres	30.06.2010
			Utilisations	Reclassements	Sans objet		
Garanties de fonctionnement	451	151	(71)	-	(18)	28	541
Garanties financières	77	10	(15)	-	(16)	-	56
Prestations à fournir	428	122	(109)	-	(8)	4	437
Engagements sociaux	29	8	(10)	-	(1)	7	33
Engagements de retraites et assimilés	358	29	(36)	-	(2)	1	350
Contrats commerciaux et créances à long terme	198	22	(7)	(2)	(16)	(19)	176
Pertes à terminaison et pertes en carnet	622	88	(50)	(63)	(62)	17	552
Litiges	62	22	(6)	-	(5)	-	73
Situation nette négative	6	5	-	-	-	-	11
Autres	123	9	(20)	-	-	3	115
Total	2 354	466	(324)	(65)	(128)	41	2 344
Non Courant	1 315						1 244
Courant	1 039						1 100

Aucune provision significative concernant les risques environnementaux n'a été comptabilisée sur le semestre.

Des reclassements sont opérés lorsqu'une provision a initialement été inscrite au passif, notamment en provision pour pertes à terminaison ou pertes en carnet et est ensuite reclassée à l'actif, par exemple en provision pour dépréciation des stocks et en-cours.

Note 21 - Dettes soumises à des conditions particulières

Les dettes soumises à des conditions particulières correspondent essentiellement aux avances remboursables consenties par l'Etat français.

L'évolution de ce poste s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)

Au 31.12.2009	696
Nouvelles avances reçues	2
Remboursement d'avances	(16)
Charges d'intérêts	20
Ecart de conversion	9
Révision des probabilités de remboursement des avances remboursables	(3)
Au 30.06.2010	708

Note 22 - Passifs portant intérêts

Décomposition des passifs portant intérêts

(en millions d'euros)	31.12.2009	30.06.2010
Emprunt obligataire	744	771
Dettes de crédit bail	179	181
Emprunts à long terme	285	274
Total des passifs non courants portant intérêts (partie > 1 an dette financière à l'origine)	1 208	1 226
Dettes de crédit bail	11	18
Emprunts à long terme	215	251
Intérêts courus non échus	4	4
Passifs courants portant intérêts à long terme dès l'origine	230	273
Billets de trésorerie	454	371
Concours bancaires court terme et assimilés	683	140
Passifs courants portant intérêts à court terme dès l'origine	1 137	511
Total des passifs courants portant intérêts (< 1 an)	1 367	784
Total des passifs portant intérêts	2 575	2 010

L'évolution de ce poste s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)

Total au 31.12.2009	2 575
Augmentation des emprunts	19
Diminution des emprunts	(96)
Variations des crédits de trésorerie	(569)
Variations de périmètre	2
Ecarts de change	52
Reclassements	27
Total au 30.06.2010	2 010

Décomposition globale taux fixe et variable, avant couverture :

<i>(en millions d'euros)</i>	Non courant				Courant			
	31.12.2009		30.06.2010		31.12.2009		30.06.2010	
	Base	Taux moyen	Base	Taux moyen	Base	Taux moyen	Base	Taux moyen
Taux fixe	947	4,05%	952	4,05%	94	3,79%	86	3,76%
Taux variable	261	3,03%	274	2,90%	1 273	1,30%	698	1,51%
Total	1 208	3,83%	1 226	3,79%	1 367	1,47%	784	1,76%

Décomposition globale taux fixe et variable, après couverture :

<i>(en millions d'euros)</i>	Non courant				Courant			
	31.12.2009		30.06.2010		31.12.2009		30.06.2010	
	Base	Taux moyen	Base	Taux moyen	Base	Taux moyen	Base	Taux moyen
Taux fixe	203	4,21%	181	4,25%	94	3,79%	86	3,76%
Taux variable	1005	2,65%	1 045	2,44%	1 273	1,30%	698	1,51%
Total	1 208	2,91%	1 226	2,71%	1 367	1,47%	784	1,76%

La position financière nette du Groupe s'établit de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2009	30.06.2010
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 080	1 416
Passifs non courants et courants portant intérêt	2 575	2 010
Juste valeur des instruments dérivés de taux en couverture de la dette	(3)	21
Total	(498)	(573)

Il est à noter la mise en place fin 2009 de deux lignes de cession de créances clients sans recours :

- Ligne confirmée de 200 MUSD à 24 mois consentie en octobre 2009 par General Electric Capital Corp, utilisée à hauteur de 48,1 MUSD (soit 24 MUSD à 50 %).
- Ligne confirmée de 870 MUSD à 364 jours consentie en décembre 2009 par un pool de 7 banques coordonné par BNP Paribas, utilisée à hauteur de 863,4 MUSD (soit 432 MUSD à 50 %).

Note 23 - Parties liées

Le Groupe a retenu, conformément à IAS24, les parties liées suivantes : actionnaires de Safran (Etat français inclus), sociétés contrôlées par ces mêmes actionnaires, et les dirigeants.

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2009	30.06.2010
Ventes aux parties liées	1 143	1 330
Achats auprès des parties liées	(53)	(76)

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2009	30.06.2010
Créances sur les parties liées	1 050	1 552
Dettes envers les parties liées	1 550	1 676

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2009	30.06.2010
Garanties données aux parties liées (engagements hors bilan)	457	520

Les transactions avec les parties liées concernent principalement la livraison de produits aéronautiques à la Direction Générale de l'Armement.

Note 24 - Tableau des flux de trésorerie consolidés

Le tableau des flux de trésorerie est établi en utilisant la méthode indirecte qui met en évidence le passage du résultat à la trésorerie provenant de l'exploitation. Les flux de trésorerie des filiales dont les comptes sont exprimés en devise sont convertis sur la base du cours moyen de période ; l'incidence des variations des cours de change sur la variation de trésorerie est inscrite dans la ligne « incidence des variations de change ». Celle-ci inclut également l'application à la trésorerie d'ouverture des filiales concernées de la variation de cours intervenue entre l'ouverture et la clôture de l'exercice.

LES FLUX DE TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

La trésorerie et équivalents de trésorerie se composent des comptes à vue ou à terme. Ces montants ont une échéance de moins de 3 mois et sont convertibles en un montant connu de trésorerie.

La composition de ces montants est détaillée en note 17.

DECAISEMENTS NETS SUR IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Ils se décomposent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2009	30.06.2010
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(111)	(103)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(166)	(123)
Variations des dettes sur acquisition d'immobilisations incorporelles	(1)	(29)
Variations des dettes sur acquisition d'immobilisations corporelles	(16)	(10)
Variations créances sur cession d'immobilisations corporelles	6	(1)
Produits de cession des immobilisations incorporelles	1	-
Produits de cession des immobilisations corporelles	44	12
Total	(243)	(254)

TRANSACTIONS SIGNIFICATIVES SANS INCIDENCE SUR LA TRESORERIE

Le Groupe a réalisé certaines transactions qui n'ont aucune incidence sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Ils concernent principalement :

- les charges d'amortissement, dépréciation et provisions	257 M€
- l'incidence des variations de valeur des instruments financiers ⁽¹⁾	1 781 M€
- les plus ou moins values de cession d'éléments d'actifs immobilisés	(10) M€
- autres	38 M€
	<hr/>
	2 066 M€

⁽¹⁾ Cette incidence résulte principalement de la décision du Groupe d'appliquer une comptabilité dite spéculative à compter du 1^{er} juillet 2005 et donc de constater dans son résultat financier la variation de la juste valeur de ses instruments financiers à partir de cette date.

DIVIDENDES ET INTERETS

Le Groupe classe les dividendes reçus et intérêts reçus ou payés, sur la dette nette, en activités opérationnelles.

Note 25 - Gestion des risques de marché et instruments financiers dérivés

EXPOSITION AU RISQUE DE CHANGE

La majorité du chiffre d'affaires des branches Propulsion Aéronautique et Spatiale et Equipements Aéronautiques est libellée en dollar US, monnaie qui constitue le référentiel quasi unique du secteur aéronautique civil. L'excédent net annuel des recettes sur les dépenses pour ces activités s'est élevé à 2,04 milliards de dollars US pour le premier semestre 2010 (contre 2,16 milliards de dollars US pour le premier semestre 2009).

Afin de protéger ses résultats, le Groupe met en oeuvre une politique de couverture (décrite ci-après) dont la finalité est de réduire les facteurs d'incertitude affectant sa rentabilité opérationnelle et lui donner le temps nécessaire à l'adaptation de ses coûts à un environnement monétaire défavorable.

POLITIQUE DE COUVERTURE

La politique de gestion du risque de change définie par Safran SA pour l'essentiel de ses filiales repose sur deux principes :

- Protéger la performance économique des fluctuations aléatoires du dollar ;
- Optimiser la qualité des couvertures chaque fois que possible, sans qu'à aucun moment le premier principe ne soit remis en cause.

La protection de la performance économique nécessite que soient définis une parité minimum du dollar US et un horizon sur lequel s'applique cette protection. La parité minimum correspond à un cours du dollar permettant à Safran de tenir ses objectifs de résultat opérationnel. C'est ainsi que des couvertures fermes (hors ventes de call) ont été engagées sur un horizon de trois ans.

METHODE DE GESTION

La politique de couverture s'appuie sur la gestion d'un portefeuille d'instruments financiers permettant de ne pas descendre en deçà d'une parité plancher de référence.

Dans le cadre des actions de constitution du portefeuille d'instruments de couverture, les principaux produits utilisés sont les ventes à terme, les accumulateurs et les achats d'options (Call Euro / Put USD).

Des actions d'optimisation sont également mises en oeuvre en vue d'améliorer la parité plancher. Ces actions sont toujours conduites dans un souci de préservation de la performance économique du Groupe. Elles s'appuient sur des produits permettant éventuellement de bénéficier d'une amélioration partielle des parités sous-jacentes, sans remettre pour autant en cause la parité plancher d'origine.

Les produits sous-tendant cette stratégie sont essentiellement des achats à terme, des accumulateurs et des achats et ventes d'options (call USD / Put Euro).

INSTRUMENTS FINANCIERS DE CHANGE

Le portefeuille des instruments financiers se ventile comme suit :

<i>(en millions de devises)</i>	31.12.2009				30.06.2010			
	Juste valeur	Montant notionnel	< 1 an	de 1 à 5 ans	Juste valeur	Montant notionnel	< 1 an	de 1 à 5 ans
Contrat forward	48				(1 033)			
Position vendeuse de USD	52	11 274	5 692	5 582	(1 027)	10 288	5 835	4 453
<i>Dont contre EUR</i>	88	10 282	5 076	5 206	(973)	9 406	5 176	4 230
Position acheteuse de USD	(1)	(12)	(12)	-	-	-	-	-
<i>Dont contre EUR</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Position vendeuse de GBP contre EUR	(5)	26	26	-	(1)	13	13	-
Position acheteuse de SGD contre EUR	-	-	-	-	-	-	-	-
Position acheteuse de PLN contre EUR	2	33	11	22	1	47	13	34
Position vendeuse de CHF contre EUR	-	(23)	(11)	(12)	(7)	(84)	(44)	(40)
Swaps de change	(4)				-			
<i>Dont contre USD</i>	(1)	22	22	-	-	-	-	-
Options de change	10				(783)			
<i>Achat Put</i>	20	2 024	2 024	-	31	3 002	2 502	500
<i>Vente Put</i>	(20)	(2 024)	(2 024)	-	(5)	(2 502)	(2 502)	-
<i>Vente Call</i>	(3)	1 024	1 024	-	(328)	5 902	2 116	3 786
<i>Accumulateurs Vendeurs de USD</i>	(1)	7 617	4 117	3 500	(544)	9 896	5 107	4 789
<i>Accumulateurs Acheteurs de USD</i>	14	(1 921)	(1 921)	-	70	(2 709)	(2 709)	-
<i>Accumulateurs Vendeurs de GBP (contre EUR)</i>	-	(71)	(71)	-	(7)	(111)	(61)	(50)
Total	54				(1 816)			

Les montants de juste valeur sont exprimés en millions d'euros; les montants notionnels sont exprimés en millions de devises

L'évolution de juste valeur de (1 870) millions d'euros entre le 31 décembre 2009 et le 30 juin 2010 se décompose entre 1 781 millions d'euros de variation de juste valeur des instruments dérivés de change non dénoués au 30 juin 2010, 78 millions d'euros de primes reçues et 11 millions d'euros de primes échues.

Au regard des contraintes comptables liées à l'application de la norme IAS39, le Groupe a décidé de ne pas appliquer la comptabilité de couverture et de comptabiliser en résultat financier la totalité de la variation de la juste valeur de ses instruments financiers. Ainsi les variations de juste valeur des instruments non dénoués à la clôture (1 781 millions d'euros) et les primes échues (11 millions d'euros) sont inscrites en résultat financier de la période.

Parallèlement, afin de traduire les effets économiques de sa politique de couverture de change, le Groupe établit des comptes ajustés dans lesquels les résultats des opérations de couverture sont présentés sur les mêmes périodes que ceux des flux couverts (cf. préambule).

GESTION DU RISQUE DE TAUX D'INTERET

L'exposition du Groupe aux variations de taux d'intérêt recouvre deux natures de risques :

- un risque de prix lié aux actifs et passifs financiers à taux fixe. Les variations de taux d'intérêt influent sur la valeur de marché de ces actifs et passifs
- un risque de flux de trésorerie lié aux actifs et passifs financiers à taux variable. Les variations de taux d'intérêt ont une incidence directe sur le résultat du Groupe

Le Groupe, dans le cadre de sa politique générale, arbitre entre ces deux natures de risques, en utilisant au besoin des instruments financiers propres au marché des taux (swap de taux d'intérêt, options...).

Au 30 juin 2010, des swaps de taux étaient en place d'échéance 3 à 5 ans pour un montant total de 750 millions d'euros, liés à la variabilisation de l'émission obligataire; swaps payeur variable / receveur fixe faisant l'objet d'une comptabilité de couverture de juste valeur.

<i>(en millions d'Euros)</i>	31.12.2009				30.06.2010			
	Juste valeur	Montant notionnel	< 1 an	de 1 à 5 ans	Juste valeur	Montant notionnel	< 1 an	de 1 à 5 ans
Swaps de taux	-	-	-	-	-	-	-	-
Payeur variable couverture de juste valeur	(3)	750	-	750	21	750	-	750
Payeur fixe non qualifié de couverture	(1)	650	-	650	-	-	-	-
Total	(4)	1 400	-	1 400	21	750	-	750

L'endettement au titre de l'épargne salariale est effectué à taux variable, mais révisable uniquement annuellement. L'endettement à long terme résiduel du Groupe est pris en majorité à taux fixe. Cependant, le swap de couverture de 750 millions d'euros ayant permis de variabiliser l'émission obligataire, il en résulte que la dette long terme du Groupe est majoritairement à taux variable au 30 juin 2010. Toute augmentation des taux d'intérêt de 1% se traduirait par un accroissement du coût de la dette de 8 millions d'euros (contre 6 millions d'euros en 2009).

GESTION DU RISQUE MATIERES PREMIERES

En 2009, une politique de couverture de l'exposition du Groupe aux variations du prix de certaines matières premières cotées (Nickel, Platine) a été mise en place. Son objectif est de protéger la performance économique du Groupe des fluctuations des cours des matières premières.

Ces couvertures qui visent à réduire les facteurs d'incertitude ont été engagées sur un horizon de 5 ans. L'instrument financier utilisé est l'achat à terme de matières premières sur le London Metal Exchange (LME).

Ces achats à terme sont affectés aux flux hautement probables des sociétés du Groupe générés par les achats de pièces semi-finies ayant une forte composante matières premières. Ces flux sont déterminés à partir du carnet de commandes et des prévisions budgétaires.

Les contrats d'achat à terme de nickel au 30 juin 2010 représentent un montant notionnel de 2 492 tonnes de nickel dont 595 ont une maturité inférieure à un an et 1 897 entre un et cinq ans. La juste valeur de ces instruments est de 1,1 million d'euros au 30 juin 2010.

Note 26 - Engagements hors bilan

AVALS, CAUTIONS ET AUTRES ENGAGEMENTS

ENGAGEMENTS LIES A L'ACTIVITE COURANTE

Les différents engagements donnés représentent :

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2009	30.06.2010
Engagements sociaux	17	86
Engagements donnés aux clients (bonne fin, bonne exécution)	257	263
Engagements donnés par SAFRAN en faveur de ses filiales vis-à-vis de tiers	651	745
Engagements donnés par SAFRAN en faveur de ses filiales vis-à-vis des douanes	79	86
Garanties de passif données	117	111
Ecart actuariels et coûts des services passés non reconnus	55	91
Autres engagements	169	140
Total	1 345	1 522

En termes d'engagements reçus, le groupe Safran constate :

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2009	30.06.2010
Engagements reçus des banques pour le compte de fournisseurs	15	17
Garanties de bonne fin	17	18
Avals, cautions reçus	1	2
Garanties de passif reçues	223	214
Autres engagements reçus	9	6
Total	265	257

Il n'existe pas d'engagement donné et reçu provenant des activités destinées à être cédées.

AUTRES ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Le Groupe constate des obligations ou engagements à effectuer des paiements futurs :

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2009	30.06.2010	Paiements dus par période		
	Total	Total	A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans
Dettes à long terme à l'origine	504	529	255	271	3
Obligations en matière de crédit bail	190	199	18	59	122
Contrats de location simple	190	211	40	121	50
Obligations d'achats irrévocables	-	-	-	-	-
Emprunt obligataire	744	771	-	771	-
Autres obligations à long terme	-	-	-	-	-
Total	1 628	1 710	313	1 222	175

Le montant des paiements de location dans le résultat de l'exercice est de 39 millions d'euros.

GARANTIES D'ACTIF ET DE PASSIF

A l'occasion d'acquisitions ou de cessions de sociétés, des garanties d'actif ou de passif ont été données ou reçues. Au 30 juin 2010, aucune de ces garanties n'est mise en œuvre et aucune ne justifie de provisions dans les comptes consolidés du Groupe.

ENGAGEMENTS D'INVESTISSEMENTS

Au 30 juin 2010, le montant des engagements d'investissements au titre des immobilisations corporelles ressort à 105 millions d'euros contre 104 millions d'euros au 31 décembre 2009.

GARANTIE FINANCIERES ACCORDEES DANS LE CADRE DE LA VENTE DES PRODUITS DU GROUPE

Ces garanties données génèrent une exposition brute au 30 juin 2010 de 169 millions de dollars; ce montant ne reflète toutefois pas le risque effectif supporté par Safran. En effet, ces obligations sont contre-garanties par la valeur des actifs sous-jacents, c'est-à-dire des avions obtenus en gage. Ainsi, le risque net tel qu'il ressort du modèle d'évaluation est entièrement provisionné dans les comptes.

Note 27- Litiges

En dehors des éléments ci-dessous, ni Safran ni aucune de ses filiales ne sont ou n'ont été, notamment au cours des 12 derniers mois, parties à des procédures gouvernementales, judiciaires ou arbitrales susceptibles d'avoir ou ayant eu récemment une incidence significative sur la situation financière ou la rentabilité de Safran et/ou du groupe. Safran n'a pas connaissance que de telles procédures soient envisagées à son encontre par des autorités gouvernementales ou des tiers. Les charges qui peuvent résulter de ces procédures ne sont provisionnées que lorsqu'elles sont probables et que leur montant peut être soit quantifié, soit estimé. Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation du niveau de risque au cas par cas et ne dépend pas en premier lieu du stade d'avancement des procédures, étant précisé que la survenance d'événements en cours de procédure peut toutefois entraîner une réappréciation de ce risque. Safran estime qu'elle a passé les provisions adéquates afin de couvrir les risques de litiges généraux ou spécifiques en cours ou éventuels.

- La responsabilité de Turbomeca est évoquée dans le cadre d'une procédure pénale diligentée par le procureur de Turin à l'occasion d'un accident d'hélicoptère survenu en avril 2003 dans les Alpes italiennes dont les causes demeurent en l'état inconnues. L'indemnisation des parties civiles pour la part concernant Turbomeca a été prise en charge par la police d'assurance du Groupe.
- La responsabilité de Turbomeca est évoquée dans le cadre d'une procédure pénale diligentée par le procureur de Nice en avril 2009 à la suite d'un accident d'hélicoptère survenu le 8 juin 2004 entre Nice et Monaco. Les causes de cet accident demeurent en l'état inconnues. Les frais et les conséquences financières de ce sinistre sont pris en charge par la police d'assurance du Groupe.
- Sagem Défense Sécurité a été assigné par un fournisseur, en réparation d'une prétendue rupture brutale et abusive des relations commerciales, pour un montant de 30 millions d'euros. Par jugement en date du 23 juillet 2008, Sagem Défense Sécurité a été condamné au versement de dommages et intérêts pour un montant total de 1 million d'euros. Le fournisseur a fait appel de cette décision. Le montant estimé des conséquences financières pouvant résulter de ce litige, très inférieur aux réclamations, est largement couvert par le montant des provisions pour risques et charges constituées par Sagem Défense Sécurité au 30 juin 2010.
- Fin 2002, un groupe d'industriels français, parmi lesquels figure l'ex-groupe Snecma, a été saisi collectivement d'une demande d'arbitrage par un client commun réclamant une somme qui, selon le demandeur, ne saurait être inférieure à 260 millions de dollars US et pour laquelle le groupe d'industriels peut être solidaire à l'égard du demandeur. Cette demande était relative à l'exécution d'anciens contrats réalisés par ces industriels et dans lesquels la participation de l'ex-groupe Snecma était de l'ordre de 10 %. Tous les industriels concernés contestaient cette demande. Un accord prévoyant que les industriels visés par la demande d'arbitrage renoncent à se prévaloir des délais de prescription éventuellement opposables au demandeur a été conclu, et ce dernier a retiré cette demande d'arbitrage en juin 2003, réservant ses droits

d'en déposer une nouvelle pour un montant qui pourrait être supérieur. Safran n'a pas constitué de provision à ce stade.

- Le consortium EPI Europrop International, dont Snecma est actionnaire et garant, au même titre que ses co-actionnaires, développe la motorisation de l'A400M. EPI a reçu des réclamations de son client Airbus Military. Ces réclamations, formellement contestées par EPI, ne sont pas assorties de justifications suffisantes pour en apprécier la pertinence ni en évaluer l'impact éventuel sur EPI. En tout état de cause et compte tenu des provisions déjà mises en place par Snecma, ces réclamations ne devraient pas induire une perte significative pour le Groupe. Par ailleurs, Airbus Military est en négociation avec les Etats clients du programme ; le déroulement de ces négociations et leur conclusion revêtent, à ce stade, une incertitude qui ne permet pas de préjuger des conditions de poursuite de ce programme ni de leur impact éventuel sur EPI et sur les sociétés du Groupe qui ont développé d'autres produits pour l'A400M.
- Fin 2008, trois salariés d'une filiale du Groupe ont été mis en examen dans le cadre d'une instruction judiciaire relative à des faits qui auraient consisté dans le versement par la société Sagem SA – entre 2000 et 2003 – de commissions au profit d'intermédiaires locaux à des fins prétendues de corruption d'agents publics de la République du Nigeria dans le but d'obtenir l'attribution du marché des cartes d'identité électroniques de cet Etat. Au cours de cette instruction, la société Safran a été elle-même mise en examen courant février 2009. Par ailleurs, l'administration fiscale a procédé en septembre 2009, dans le cadre de cette affaire, au recouvrement d'un montant de 11,7 millions d'euros résultant d'une rectification notifiée fin 2006. Le montant de cette rectification étant contesté, la provision partielle constituée en 2006 n'a pas évolué.
- A l'issue d'une enquête ouverte en mars 2007, l'AMF a notifié à Safran, le 10 juillet 2009, le grief de ne pas avoir, dans son communiqué de presse du 14 février 2007 relatif aux comptes de l'exercice 2006, explicité l'origine précise de l'impact comptable (estimé à 134,5 millions d'euros) induit par les « écritures inexplicables » et les raisons de l'augmentation de ce montant par rapport à celui de 100 millions d'euros annoncé dans le communiqué de presse du 8 décembre 2006. Safran a présenté tous les éléments propres à démontrer à la Commission des sanctions que ce grief n'est pas fondé.
- Safran a récemment reçu une demande d'information de la DG Concurrence de la Commission Européenne dans le cadre d'une enquête relative à d'anciennes activités de Sagem SA qui ne font plus partie du groupe Safran. A ce stade, Safran ne dispose d'aucune information sur les éventuelles suites de cette enquête.
- En 2007, le redressement notifié au titre des règles de répartition des charges d'impôts appliquées entre la société mère Snecma et ses filiales intégrées jusqu'à 2004, qui s'élève à 14 millions d'euros d'impôts, a été contesté et n'a fait l'objet d'aucune provision à ce jour.

Note 28 - Evénements postérieurs à la date de clôture

Néant



2, boulevard du Général Martial-Valin
75724 Paris Cedex 15 - France

Tél. : +33 (0)1 40 60 80 80
Fax : +33 (0)1 40 60 81 02

www.safran-group.com